

INDUQUE

hebdomadaire d'action communiste

PÉNURIE,
CHÔMAGE,
GASPILLAGE...
**CROISSANCE
ZÉRO ?**



74 ANNEE DE L'ORDRE

Dans son discours de vœux, Pompidou a annoncé la couleur. « L'année 74 risque d'être difficile, et en tout cas, plus que tout, elle est incertaine ». Pour le moins. Conclusion : « je puis vous assurer que tout sera fait pour maintenir l'ordre ». On s'en doutait. Et il ne s'agit pas que de promesses.

Déjà la question de l'ordre est posée par trois « affaires ».

La première, c'est celle du Canard Enchaîné. M. Henri Biard, directeur de la DST invoque « un secret de la défense nationale » pour refuser toute confrontation entre les témoins et les employés de ses services mis en cause. Le problème, c'est que le secret des missions est défini par un décret d'août 64, lui-même secret et non publié au journal officiel. Décidément, on se mord la queue.

Alors, au-delà des prétextes officiels, il faut soulever les questions brûlantes : la confrontation avec les témoins mettrait en cause la défense nationale ? Dérisoire ! Ce qui est en cause, c'est précisément le contrôle de polices officielles ou parallèles qui fouinent dans le courrier, les conversations et les téléphones des citoyens. Si de telles pratiques sont couvertes par le secret de la Défense Nationale, alors le mot de Water-gaffe, lancé par le Canard, est bien plus qu'une boutade.

Et on est en droit de se demander qui peut aujourd'hui contrôler la police, et comment, en cas de victoire électorale de la gauche, il serait possible d'exercer une quelconque autorité sur des polices aussi secrètes.

La seconde « affaire », c'est celle du Figaro. La brigade anti-gang file un quatuor de truands qui raffle un magot sous son nez. Poursuite, affolement, fusillade. Bilan : un passant tué et le voisin d'un truand grièvement blessé par un flic à la gachette nerveuse. Cette enfilade de bavures suscite quelque émotion, et les responsables de la police contre-attaquent. En réclamant l'allongement de la garde à vue « ainsi que l'a demandé à deux reprises M. Marcellin ». Ce compliment bien placé du commissaire Gevaudan lui vaudra quelques bons points dans sa note administrative. Et comme le commissaire a la main lourde, il demande un alourdissement des peines envers les personnes appréhendées « à titre préventif ». Autrement dit, le délit d'intention pourrait être reconnu. Ce qui, à l'occasion pourrait servir plus longuement que pour les truands, et se prêter à toutes les provocations imaginables. Politiques par exemple.

Troisième « affaire », enfin. Celle de Jean-Louis Breton, inspecteur à la brigade des mineurs de Paris, secrétaire du syndicat CFDT de la police parisienne. Il a d'abord été « entendu » le 30 novembre par le directeur de l'Inspection Générale des Services de Police. Puis, le 22 décembre, nouvelle « audition » de sept heures, avec procès verbal, comme un malfaiteur. Délit ? S'être rendu à LIP, le 16 novembre passé, avec quatre autres policiers CFDT dans le but de discuter avec les grévistes et de leur apporter le soutien des policiers CFDT. Au cours de cette discussion publique, Breton aurait fort justement déclaré : « Le gouvernement a ordonné à la police de faire évacuer Palente sous prétexte de faire respecter une décision de la justice, mais à Cerisay, bien que la même justice ait ordonné la réintégration dans l'usine d'une militante syndicale, la police n'est pas intervenue pour contraindre le patron à respecter cette décision ». C'est sur le vu des compte-rendus approximatifs de la presse locale que l'enquête a été ouverte. Un Conseil de Discipline de la Police est prévu pour le 9 janvier. Il est probable que Breton y comparaitra et que la révocation sera demandée contre lui. Il s'agit d'une atteinte spectaculaire aux droits syndicaux dans la police et à la liberté d'expression syndicale, et d'un précédent qui vient illustrer les propos de Pompidou sur l'année qui vient.

1973 a été marquée par une mobilisation sans précédent de la jeunesse contre l'armée du capital, par un essor des luttes ouvrières qui a trouvé son symbole et sa plus haute expression dans la grève de LIP, par un regain de la lutte anti-fasciste et anti-raciste et la dissolution de la Ligue Communiste après la manifestation du 21 juin, par les mobilisations pour l'avortement libre et gratuit. Ce sont quatre luttes extra-parlementaires. Et pourtant 73 était une année électorale. 74 ne le sera pas, et Pompidou reconnaît qu'elle sera difficile et incertaine.

Le 9 janvier Breton passera en Conseil de Discipline. Le 15 janvier expire l'ultimatum gouvernemental contre la grève de LIP. Ainsi commence l'année de l'ordre. Il faut être présent au rendez-vous, en multipliant les mobilisations de soutien, en renforçant la solidarité avec les travailleurs en lutte.

D.B.
2.1.73



au sommaire :

N° 9-10

« Spécial France » : la dissolution de l'ex-Ligue communiste.

- 21 juin 1973 : le contexte politique

- les premières réactions à la dissolution de l'ex-Ligue

- le PCF et la défense des libertés

- la campagne mondiale de solidarité des sections de la IVème Internationale

72 pages, sortie le 15 janvier, 7 F

N° 11-12

Dossier Chili

- déclaration du SU de la IVème Inter

- déclaration du CC du PRS chilien

- Interview d'Hugo Blanco

- un article de la revue du MIR publié au printemps 73

Dossier URSS

- un inédit intégral de Grigorenko

- sur la nature de l'opposition en URSS

- critique du livre de Jean Fillenstein « Histoire de l'URSS »

Sur la situation politique en France

La crise du dollar (Ernest Mandel)

80 pages, sortie le 15 janvier, 8 F

Passer dès à présent les commandes pour les deux numéros :

Quatrième Internationale
10, Impasse Guéméné
75004 PARIS

quatrième internationale

APPEL

Des militants de l'organisation nationaliste révolutionnaire basque ETA (V) sont en danger de mort.

Le gouvernement franquiste les accuse d'avoir participé à l'attentat contre Carrero Blanco et va demander leur extradition de France. Il est évident, que s'il garde les mains libres, le gouvernement français s'empressera de satisfaire ces demandes et de livrer ces militants à la hache des bourreaux fascistes.

Nous appelons solennellement toutes les organisations ouvrières et anti-fascistes à s'opposer par tous les moyens à cette mesure criminelle et au renforcement systématique de la collaboration policière franco-espagnole qui a déjà coûté la vie à plusieurs militants révolutionnaires basques abattus alors qu'ils tentaient de franchir la frontière.

Quant à nous, nous nous engageons à faire tout notre possible pour permettre à ces camarades d'échapper aux griffes de la police fasciste de Franco et à une mort certaine.

le 27-12-73
« Rouge »

Je désire prendre contact avec Rouge

NOM.....

ADRESSE.....

Age..... Profession.....

Lieu de travail (facultatif).....

Rouge

hebdomadaire d'action communiste

10, imp. Guéméné - Paris 4 -
téléphone 272 88 96 ou 272 68 82

ARGENT :
A L'ORDRE
DE ROUGE
CCP: 25043 88
PARIS

Directeur de publication :
Henri Weber
Les articles signés n'engagent
pas nécessairement le point
de vue de la Rédaction.

tarif des abonnements

	pour	la France	l'étranger
sous pli	ouvert	fermé	ouvert
un an	90	150	110
six mois	45	75	55
			90

par avion: écrire à ROUGE
Seules les demandes d'abonnement
accompagnées de leur règlement im-
médiate sont prises en considération.
Pour tout changement d'adresse, joindre
1fr.50 et la dernière bande.

Impression : SAIE Moriamé
61, faubourg Poissonnière - Paris (9)

SOUTENEZ « ROUGE »

abonnez-vous

Je désire m'abonner à Rouge

NOM.....

ADRESSE.....

Abonnement choisi.....



les bons voeux du patronat

« C'est un effort qui est demandé à tous. Certains sacrifices supportables actuellement peuvent éviter que nous soyons contraints plus tard à des mesures plus pénibles. Si nous sommes réalistes et solidaires, nous pouvons conserver un optimisme raisonnable pour la suite. Je sais que je puis compter sur chacun de vous et vous en remercie ».

C'est le directeur de FIAT-France qui s'adressait en ces termes à ses ouvriers pour justifier l'amputation des congés payés, qu'il venait de décider. Cette chanson du « réalisme » et des « sacrifices librement consentis », les travailleurs n'ont pas fini de l'entendre.

« Une forte hausse des prix de 12 à 15 % — l'inflation restant le problème dominant — une production industrielle qui se tiendra nettement, au premier trimestre, au-dessus de son niveau du premier trimestre 1973, passera à la croissance zéro vers la fin de l'année. Un produit national brut qui, en raison du maintien de l'activité de l'agriculture et de toutes les formes de services (y compris l'Administration) sera de 3 à 4 % environ au-dessus du niveau de 73. Une augmentation de 30 % des 420 000 demandes d'emploi non satisfaites qui sont notre mesure imparfaite du chômage. Un accroissement beaucoup plus considérable du chômage partiel qui commencera dès janvier-février dans l'automobile et le textile ».

Voilà la prévision pour 74 que fait Roger Priouret, journaliste économique bourgeois généralement lucide. Il les présente d'ailleurs lui-même comme une estimation optimiste.

Elle donne les grandes lignes d'une situation qui (avec plus ou moins de gravité) va frapper l'ensemble des économies capitalistes européennes :

- un sérieux ralentissement de la production générateur de chômage (la Commission de Bruxelles, rassemblant les experts du Marché Commun, estime qu'il pourrait y avoir en 74 près de 4 millions de chômeurs en Europe contre 2 millions aujourd'hui)

- une flambée des prix, accentuée par le renchérissement du pétrole et des matières premières

Cette « stagflation », les bourgeoisies européennes n'ont pas caché leur intention d'en faire supporter le prix à leur classe ouvrière au nom de la « solidarité nationale ».

LES PREMIERES ATTAQUES SUR L'EMPLOI

Les effets de la récession qui s'annonce sont déjà sensibles sur le « marché du travail » : alors qu'il avait régulièrement augmenté depuis 2 ans, pour la première fois au 1er décembre 73, le chiffre des offres d'emploi (CVS) a dégringolé (254 000, contre 279 000 en novembre). Le chômage partiel se développe (115 000 journées indemnisées contre 40 200 en septembre).

Mais il ne faut pas s'attendre à une poussée régulière et uniforme du chômage. Dans le court terme ce sont les travailleurs de certaines branches qui sont le plus menacés : en particulier dans l'automobile, la chimie, le textile.

L'automobile sera peut-être la plus touchée : on sait qu'aux USA, General Motors prévoit de mettre en chômage technique plusieurs dizaines de milliers d'ouvriers ; en Italie, la FIAT parle de chômage en 1974 pour 25 000 salariés sur 200 000 ! Quant aux patrons français, ils prévoient une baisse de 25 % des commandes étrangères (qui représentent 55 % de la production).

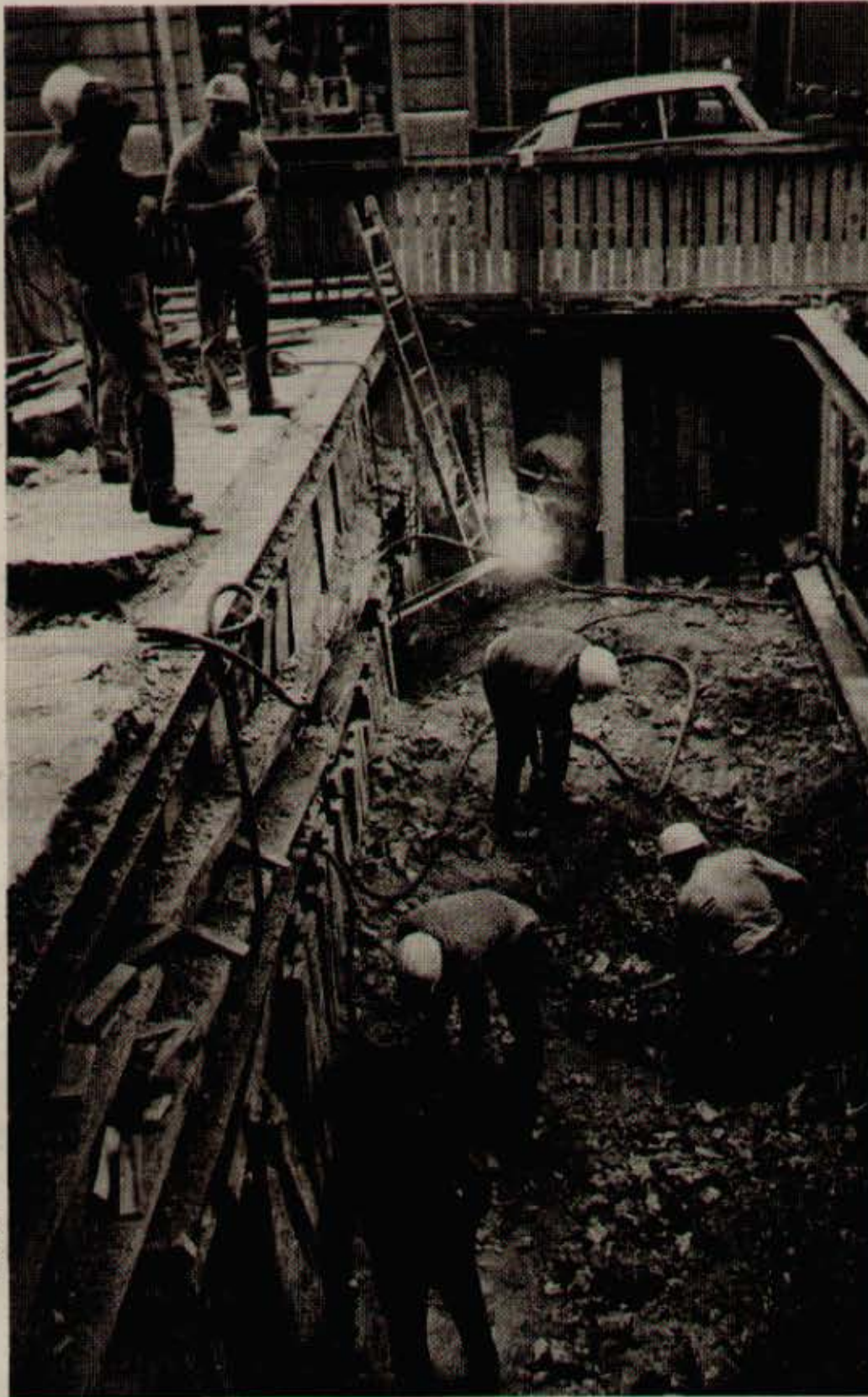
Résultat : les patrons de l'automobile ont été les premiers avec un bel ensemble à s'en prendre aux travailleurs :

- General Motors (Gennevilliers) : réduction du temps de travail à 40 h avec perte de 7 % des salaires,

- FIAT-France : amputation des congés payés,

- Citroën, Peugeot, Alpine : chômage forcé durant les fêtes de fin d'année récupéré sur les congés 74,

- CIM (accessoires automobiles) :



« Une réduction générale du temps de travail serait la pire des mesures à prendre » (Y. Chotard, vice-président du CNPF)

4 jours chômés aussi pour 1500 travailleurs.

D'autres branches que l'automobile sont menacées à court terme par de semblables réductions d'horaires avec perte de salaires à la clé : c'est le cas de la chimie et du textile (notamment du textile synthétique) qui subissent le contre-coup de la hausse du pétrole. C'est le cas aussi de la chaussure où les patrons — après avoir réduit les horaires de 45 à 40 heures par semaine dans la moitié des usines — prévoient un abaissement à 36 heures début janvier, auquel s'ajouteraient des mises en chômage technique, des licenciements et des fermetures d'usines.

C'est dans ces secteurs que très vite seront donnés les premiers coups. Mais d'autres sources de chômage sont à prévoir : la liquidation d'un nombre accru de petites et moyennes entreprises (encore accélérée par les mesures de Giscard sur le crédit et les difficultés générales). Et, à moyen terme, restriction de l'emploi dans d'autres branches due à un ralentissement progressif de la production.

« LICENCIÉS PRIORITAIRES »

Naturellement, les capitalistes essaieront d'en atténuer les effets par une « politique judicieuse de l'immigration ». Gorse annonce qu'il pourrait bien « fermer le robinet des arrivées » et essaie de mettre les syndicats dans le coup, Marcelin s'évertue à mener une politique d'expulsion systématique des « meneurs qui ne respectent pas la neutralité politique », c'est-à-dire de ceux qui ne peuvent, comme Abdel Medjib Tarjeb de Dammarie, supporter sans réagir les insultes et les violences policières. Ce faisant, il mise d'ailleurs sur une passivité relative du PCF peu prompt à défendre ceux qu'il condamne comme « gauchistes ». Enfin, les patrons voient dans les immigrés des « licenciés prioritaires » vidés de leur usine avant de l'être de France : Peugeot ne renouvelle pas le contrat de 259 travailleurs yougoslaves. La direction de SIMCA, appuyée par les gros bras de la CFT, fait pression sur ses travailleurs immigrés pour le retour au pays.

LES PRIX : LA SARABANDE

L'essence augmente : 1 F 65 le litre de super ; la viande repart de plus belle : le gouvernement rétablit la TVA qu'il avait décidé de suspendre il y a un an. Augmentation : plus 7 %. Le loyer dans les foyers de travailleurs immigrés vient d'être augmenté de 15 % par le Conseil de Paris à majorité UDR.

Le prix de journée d'hôpital dans la région parisienne augmente de 12,6 %. Et ce ne sont que quelques exemples.

L'indice gouvernemental annonce une hausse des prix pour novembre de 0,9 %. Celui — plus exact — de la CGT en révèle une de 1,4 % ! Et ces chiffres seront sans doute dépassés par ceux des mois qui viennent.

Le gouvernement, lui, a fait son choix : laisser courir les prix et amorcer une politique de pression sur les salaires.

LES TRAVAILLEURS NE FERONT PAS LES FRAIS

Ce que demande le Capital à la classe ouvrière, c'est de « faire des sacrifices » au nom de l'intérêt commun. Hier ils ont réalisé des bénéfices record : 91 % de hausse des profits en 5 ans ! (les ventes d'armes françaises à l'étranger par exemple sont passées de 4,7 milliards à 7 milliards entre 72 et 73). Aujourd'hui, que le système capitaliste se grippe, ils veulent leur en faire supporter les conséquences.

Mais l'affaire n'est pas jouée : les travailleurs doivent refuser la logique du Capital et lui en opposer une autre radicalement différente :

- devant la montée du chômage, Chotard, vice-président du CNPF, déclare tout simplement « une réduction générale de la durée du travail serait la pire des mesures à prendre ». Et ses collègues de l'automobile ou de la chaussure mettent leurs salariés en chômage forcé.

La réponse des travailleurs doit être le refus de tout licenciement et l'organisation de luttes d'ensemble pour une réduction massive du temps de travail sans diminution de salaire. La semaine de 35 heures, celle que réclament les métallistes italiens, peut devenir un objectif commun à toute la classe ouvrière.

- vis-à-vis des travailleurs immigrés le patronat tient le langage de la collaboration de classe et de la division : aidez-nous à déterminer leur nombre et leur qualité en fonction des besoins de « notre » économie, laissez-nous licencier les immigrés, vous garderez peut-être votre travail...

La seule position de classe, c'est celle qui réaffirme l'unité de la classe ouvrière : libre-jeu des courants migratoires, abrogation de la circulaire Fontanet-Marcellin, dissolution de l'ONI, mêmes droits pour tous ceux qui travaillent dans le même pays.

- la hausse des prix, le gouvernement cherche à la présenter comme une sorte de calamité naturelle inévitable (« la faute aux Arabes »). Sans dire que 90 % du prix de l'essence viennent de taxes gouvernementales, sans dire que l'inflation ne date pas d'hier et qu'elle fut encouragée par l'UDR et les monopoles capitalistes.

Les travailleurs refuseront l'« austerité salariale », déguisée ou non, en réclamant 1500 F, 200 F pour tous, et l'échelle mobile des salaires basée sur l'indice des organisations syndicales, sous contrôle des travailleurs.

Dés maintenant un seul mot d'ordre : NOUS NE PAIERONS PAS LA NOTE DU CAPITALISME F.L.

la cuvée 74

18 contrats concernant 3 millions de salariés du secteur public et nationalisé, à renouveler au mois de janvier 1974. Des contrats qui seront débattus ou plutôt soumis aux directions syndicales. Le gouvernement donnera le ton de la politique salariale pour l'année qui vient.

« La politique qui sera proposée aux syndicats risque d'être fort différente — compte tenu du contexte économique — de celle négociée l'année dernière ». En quelques mots, le journal patronal « *Entreprise* » résume bien le problème posé au gouvernement et au patronat : l'année 74 s'annonce mal ; ralentissement de la production, forte progression du chômage ; forte hausse des prix. Ce ne sont plus maintenant des hypothèses, mais des certitudes. Alors qui va payer la note ? Comment et jusqu'où s'attaquer au pouvoir d'achat des travailleurs ?

De combien de crans leur serrer la ceinture ?

Une politique brutale des salaires semble avoir été écartée dans l'immédiat pour des raisons politiques (dans le contexte actuel elle signifierait une attaque frontale contre le mouvement ouvrier dont le gouvernement n'est pas assuré de ressortir indemne). Mais le gouvernement est décidé à peser sur la progression des salaires par tous les moyens.

Dans le privé les hausses de salaires de '73 ont été relativement fortes. Il s'agit de porter un coup d'arrêt à cette progression. Ces intentions sont clairement définies :

— Giscard d'Estaing vient de prendre une mesure pénalisant les entreprises qui concéderont des hausses salariales supérieures à la hausse des prix.

— De son côté Messmer a justifié le refus du patronat des cimenteries d'accorder les 200 F pour tous que réclamaient les travailleurs au nom d'une « discipline » générale des salaires : « Le fait que le personnel des cimenteries n'est pas très nombreux encourage les ouvriers à considérer que les revendications salariales peuvent toujours être acceptées. Il ne faut pas oublier que les salaires en France forment un tout et on ne peut pas toucher aux salaires d'une industrie sans toucher aux salaires des autres industries ».

Toutes les déclarations des dirigeants du patronat vont dans le même sens : obliger les travailleurs au nom de « l'intérêt national » à modérer leurs revendications de salaires.

Quant au secteur public et nationalisé, c'est l'éternel parent pauvre. Au fil des années, un écart de plus en plus énorme s'est creusé avec les salaires du privé. La politique contractuelle de Chaban ne l'a pas comblé ; loin de là !

Pourtant aujourd'hui cette politique, telle qu'elle a été menée, est jugée encore trop coûteuse : les experts de la CFE prévoient pour 74 une hausse des prix de 11-12 % en France. Avec une clause de sauvegarde de fin d'année de 2 %, les contrats devraient envisager des hausses

de salaires de 14 % ! On imagine mal le gouvernement prêt à les lâcher sans réticence.

Contrats : ce que pourrait être la cuvée 74

Le détail des contrats proposés n'est pas encore connu, mais *Entreprise* du 14 décembre en donne les grandes lignes : « garantir une progression des rémunérations parallèle à l'évolution des prix »

Ce qui est une formule élégante pour dire qu'on fera tout pour qu'aucun salaire ne dépasse la hausse des prix, c'est-à-dire pour que le pouvoir d'achat stagne, en particulier là où il avait augmenté l'an passé. Cela veut dire aussi, comme l'a souligné Giscard d'Estaing, que la hausse des prix sera calculée « non d'après des indices fantaisistes, mais d'après le seul indice sérieux » c'est-à-dire l'indice INSEE, l'indice truqué du gouvernement (qui enregistrait des écarts pouvant aller jusqu'à 25 % avec l'indice CGT !). Mieux : les discussions sur les ajustements des salaires se feraient plusieurs mois après la constatation de la hausse, sans effet rétro-actif !

Autant dire que ce qui se cache derrière cette formule hypocrite ce n'est même pas une stagnation, mais une érosion « concertée » du pouvoir d'achat pour les travailleurs.

« Les salaires pourraient augmenter en fonction de la production industrielle ».

Là nous touchons à une des ficelles les plus grosses de toutes : déjà en 1969, les révolutionnaires et même la direction de la CGT avaient protesté contre la convention salariale de l'EGF qui liait les revenus des salariés à la progression des ventes et de la production nationale. Mais aujourd'hui, avec la récession qui s'annonce, prévoit que « la masse salariale de chaque entreprise publique serait indexée sur sa propre production intérieure brute (PIB) ». Cela prend nettement l'allure d'une farce sinistre. Elle revient encore une fois à codifier le ralentissement des salaires en le liant au ralentissement de l'économie capitaliste.

Giscard a annoncé la couleur : « La désinflation peut être envisagée si les partenaires sociaux ont un comportement positif ». Autrement dit la seule condition réside dans l'absence de luttes ouvrières sur les revendications de salaires. Quelle sera donc la réaction des directions syndicales ?

En 1973 (à part l'EGF où, après de longues hésitations, la direction de la CGT avait signé), les contrats dans l'ensemble avaient été peu acceptés par les directions syndicales. Et le gouvernement s'était retrouvé à plusieurs reprises avec le « bloc des jaunes » (CGC, CFTC,

FO) pour seuls partenaires. Les luttes des PTT, de la SNCF sur les conditions de travail, les suppressions de postes avaient porté un coup à la paix sociale que supposait l'application des contrats. Les luttes ouvrières, dans de nombreuses entreprises avaient permis de décrocher de substantielles augmentations, parfois supérieures à celles de 68.

TROIS MILLIONS DE TRAVAILLEURS CONCERNÉS

2 millions dans la fonction publique, dont plus de la moitié d'enseignants
280 000 à la SNCF
110 000 à la Sécurité Sociale
122 000 à l'EGF
110 000 dans les charbonnages
95 000 à la Régie Renault
40 000 à la Société nationale des industries aéronautiques (SNIAS)
37 000 à la RATP
11 000 à l'ORTF
4 200 aux mines des Potasses d'Alsace

Pourtant aujourd'hui, les premières attaques contre les travailleurs n'ont pas entraîné autre chose de la part des directions syndicales que des réactions platoniques. A la SNCF par exemple, on a vu la fraction PCF de la CGT mettre tout son poids pour empêcher les contrôleurs et agents de train de partir en lutte avant les fêtes... pour oser se féliciter comme d'une victoire de l'obtention de 2 % sur les salaires au 1er janvier 74, alors que cette augmentation était déjà prévue dans le contrat 73 !

Le mois de janvier ne doit pas être celui de mégotages sur des queues de cerises à la table des négociations sur le terrain choisi par le gouvernement.

Ce doit être pour les travailleurs l'occasion de réaffirmer qu'ils n'entendent pas faire les frais de la faillite du système capitaliste, et d'affirmer des revendications qui garantissent et étendent leur pouvoir d'achat :

- 1500 Frs minimum
- 200 Francs d'augmentation pour tous
- Echelle mobile des salaires.

Ce doit être pour les révolutionnaires l'occasion de discuter à fond dans les ateliers et dans les services des formes de lutte avec les travailleurs. Il faut tirer en détail le bilan des dernières luttes à la SNCF, comme celui des « journées d'action » de 24 h dans la Fonction Publique. Le problème-clé aujourd'hui n'est plus seulement : oser lutter, mais comment lutter.



EVR : DEUX SERVICES EN GREVE, TOUTE L'USINE DERRIERE EUX

E.V.R. (Eclairage de Vehicule sur Rail), à Aubervilliers, c'est aussi une filiale du trust C.G.E.

Dans cette entreprise, les salaires sont inférieurs à ceux pratiqués dans d'autres boîtes de la région. On reconnaît non seulement aux ouvriers une qualification inférieure par rapport aux travaux qui leur sont demandés, mais cette qualification entre les ouvriers est variable pour un même travail.

Les travailleurs ont décidé d'agir en mettant en grève illimitée deux services qui bloquent la quasi-totalité de la production.

L'interview qui suit a été réalisée avec la participation de plusieurs grévistes, dont des militants CFDT.

De sa vie de patron, Benoit peut constater que jamais autant de gens avaient débrayé.

obtenir nos revendications ; nous on est solidaires, parce qu'après tout on a rien à y perdre ; s'ils se cassent la gueule, on s'en fout à la limite. Donc le principal c'était d'être soutenu par les gens. C'est pour ça qu'on a appelé à des débrayages et qu'on a appelé au soutien financier. C'est la seule manière pour que les gens qui ne sont pas actuellement en grève (ils le seront peut-être d'ailleurs par la suite) puissent se sentir concernés par la lutte actuelle.

C'est pourquoi on a dit aux gens de se réunir par secteur, par atelier, de manière à élire un trésorier, un responsable de la collecte financière, et que les gens fixent eux-mêmes le montant de la somme qu'ils donneraient d'une manière systématique toutes les semaines.

Sur ce soutien financier, je peux ajouter une chose : il a été largement suivi par l'ensemble de la boîte, puisque le résultat de la quête de vendredi dernier sur toute la boîte a représenté 2.100F.

Rouge : Comment la lutte a-t-elle démarré ?

On a d'abord fait un débrayage de deux heures le 14 avec l'ensemble du personnel. Puis on a fait un autre débrayage de 24 heures en 24 heures dans ces deux services.

Oui, le premier débrayage avait été suivi par une cinquantaine de personnes sur l'effectif de la boîte qui est à peu près de 250. Mais il avait été massivement suivi dans les services d'essais et de montage. Ce sont ces travailleurs qui sont maintenant en grève.

Dès le premier jour ils étaient une vingtaine (il n'y avait que 2 ou 3 gars qui continuaient à bosser). On a fait immédiatement l'information en collant des affiches dans la boîte. Comme la direction donnait une réponse négative, on a fait une assemblée générale de tout le personnel, on a expliqué les revendications et on a demandé aux gens de les soutenir massivement par un nouveau débrayage. Ça a été le plus suivi dans l'histoire de la boîte.

R : Il y a en ce moment d'autres établissements du trust C.G.E. qui sont en lutte, en particulier les Câbles de Lyon à Gennevilliers. Quel rôle a joué cette dernière lutte pour vous ?

On l'a appris au cours d'un congrès CFDT. On s'est déplacé immédiatement sur place pour voir ce que faisaient les gars. Par la suite, on y a été assez souvent. Lors de la manif du 6, on a aussi collecté pour eux. Disons que parmi les copains qui avaient été aux Câbles de Lyon, quand on discutait de leur lutte, beaucoup de camarades de la section pensaient : pourquoi pas nous ?

R : Quelles sont vos revendications ?

200F. uniforme pour tout le personnel ; à travail égal, salaire égal, une heure d'information payée et faite par les représentants syndicaux, et une amélioration des conditions de travail.

R : La mobilisation de la masse des travailleurs de l'usine est toujours le problème le plus difficile. Comment avez-vous essayé de le résoudre ?

Dès le départ, le principal danger à mettre en grève simplement deux services, c'est que certains parmi les autres ne se sentent pas concernés, malgré les revendications globales pour tout le monde. Le danger, c'était que des gens pensent : il y a des Saint-Bernard qui se battent pour nous, de bons gars bien gentils qui vont

pour un effectif de 150 personnes qui ont donné (juste les ouvriers bien sûr : les cadres n'ont absolument rien donné, sauf le délégué CGT).

R : Comment concevez-vous le soutien que les Unions Locales et les organisations politiques sur Aubervilliers notamment pourraient vous apporter ?

On espérait former un Comité de Soutien pour apporter une aide de popularisation (informer tous les gens à Aubervilliers) et d'autre part un soutien financier, en organisant des quêtes sur les marchés.

En demandant d'autre part que si un Comité de Soutien se crée - toutes les idées du Comité de Soutien passent aussi par l'ensemble des travailleurs en grève.

Le problème, c'est qu'on s'est heurté aux exclusives de la CGT et du PCF du coin, qui ne voulaient pas que toutes les organisations politiques - entre autres les organisations politiques révolutionnaires - fassent un comité de soutien.

Ce qui fait qu'on se heurte à des difficultés pratiques, parce que la CGT est quand même implantée dans l'usine depuis très longtemps. Ils sont effectivement en grève avec nous. Disons que l'unité d'action est un peu prioritaire pour nous, et on ne voudrait pas se couper de la CGT pour le problème de Comités de Soutien, qui de toute manière se créeront.

R : Où en êtes-vous maintenant avec la direction ?

Le problème s'est posé d'une rencontre avec la direction. Là-dessus l'ensemble des gens était d'accord pour dire : pas question d'aller baisser son froc devant eux, en disant en somme : on a un petit peu le couteau sous la gorge, est-ce que vous voulez nous recevoir ?

Au contraire, on est allé les voir, et on leur a dit bien gentiment : faut être sérieux. Les gens sont déterminés à se battre jusqu'au bout. Financièrement ça marche. De sa vie de patron, Benoit peut constater que jamais autant de gens avaient débrayé. Il faut discuter des revendications des travailleurs, ce n'est pas la peine d'espérer le pourrissement. Alors il a dit : ah bon, c'est pour une convocation chez le directeur ; je vais faire les démarches nécessaires ; il va peut-être vous recevoir... Là-dessus on lui a dit : si c'est pour nous faire la même réponse que l'autre fois, ce n'est pas la peine. Vous nous déplacez si vous avez des propositions à nous faire ; sinon, on ne se déplacera pas.

Note :

Au sujet du Métro de Santiago du Chili : un contrat a été signé avec le gouvernement Frei. Pendant l'U.P. : arrêt du contrat. Reprise depuis le coup d'état du 11 septembre.



CABLES DE LYON: ÇA TIENT

Après la manif et le gala de solidarité, il faut maintenant consolider le rapport de force.

Depuis le 22 novembre, les immigrés des Câbles de Lyons sont en grève pour leurs revendications :

- 50 centimes pour tous,
- à travail égal, salaire égal
- reconnaissance de la section syndicale CFDT créée dès le début de la grève.

A l'heure actuelle, la direction de la CGE accepte de discuter de la reconnaissance de la section syndicale si les différents syndicats au niveau local sont d'accord. Il accepte aussi d'envisager une solide étude de poste pour répondre à la revendication « à travail égal, salaire égal » ; mais en fait, il fait traîner les négociations par tous les moyens, et refuse catégoriquement de discuter la question d'augmentation des salaires : opposition « par principe » à toute augmentation même minime.

En même temps, les flics sont entrés en action : deux jours avant Noël, ils occupaient l'usine, et expulsaient les grévistes. Depuis les mesures d'intimidation se multiplient : interpellation de travailleurs immigrés, surveillance continue de la boi-

te, etc... Le soir même du gala à la bourse du travail, des flics à moto près de la salle contrôlaient les identités des militants.

Mais la lutte continue, et les travailleurs des Câbles de Lyon ont marqué des points en montrant qu'ils étaient unis et qu'ils n'étaient pas isolés :

le jeudi 27 à Gennevilliers a eu lieu une manifestation organisée par le comité de grève, la section et l'UL-CFDT, et le Comité de Soutien. La CGT n'a pas jugé bon d'y participer, à cause des vacances et des risques d'intervention policière. La manifestation fut un succès : elle regroupait plus de 200 personnes dont une majorité d'immigrés. Drapeaux rouges, banderoles et Internationale, le cortège dynamique scandait des mots d'ordre de combat : « travailleurs français immigrés : même combat », « à bas l'Etat des flics et des patrons », « à travail égal, salaire égal ». La population de Gennevilliers l'accueillit avec sympathie.

Le soir un gala, proposé par le Comité de grève, le comité de soutien et la CFDT, et pris en charge par le comité de soutien, fut organisé à la Maison pour tous de Gennevilliers. Deux groupes marocains et

la chanteuse portugaise Catherine Ribeiro, une salle pleine : le gala fut une réussite, malgré l'attitude inqualifiable de quelques groupes.

C'est sans doute la première fois, dans une municipalité comme Gennevilliers, bastion de PCF, que de telles mobilisations de soutien à une lutte ouvrière sont organisées sans leur participation.

Il s'agit maintenant de continuer la lutte pour consolider encore le rapport de force face au patron de la CGE :

- par des débrayages de solidarité sur les usines du trust et de la région
- en mettant dès maintenant à l'ordre du jour la perspective d'une manifestation régionale sur Gennevilliers.

Le 31 décembre
Correspondant.

Le crétinisme et l'« Art prolétarien »

Le 27 décembre, au gala de soutien à la lutte des Câbles de Lyon, la salle était comble. Plusieurs centaines de personnes étaient venues assister au spectacle pour marquer leur solidarité. Un succès indéniable.

Quelques dizaines de militants (Front Rouge, HR, UCF) ont montré que le sectarisme imbécile peut conduire à une véritable pratique de sabotage : pendant le tour de chant de Catherine Ribeiro, mettant à profit une lassitude d'une partie de la salle, la clique populiste s'est déchaînée, sifflots, cris, hurlements...

Le vacarme était tel qu'exaspéré, un des musiciens pris de colère, a fracassé son instrument sur la scène. Un débat tendu s'est alors engagé dans la salle ; ceux qui avaient organisé méthodiquement le chahut ont expliqué froidement qu'ils n'étaient pas venus là pour « écouter de la musique petite-bourgeoise », mais pour « écouter les travailleurs »... quelques-uns dans les discussions ont même ajouté que c'était « la faute des trotskards qui l'avaient invitée ».

En fait de « musique bourgeoise », Catherine Ribeiro, qui est fille de travailleurs portugais, militants, était venue pour soutenir les travailleurs immigrés des Câbles. On pouvait aimer ou non sa musique, sans sombrer dans l'hystérie, et saboter le gala. C'est ce qu'a expliqué un militant de la CFDT qui a pris la parole à ce moment. Les sectaires ont alors quitté la salle au nom de l'« art prolétarien ».

Le spectacle s'est poursuivi tard dans la nuit avec un orchestre marocain.



Marcel Michelin

Coloniser l'Amérique

Un objectif central : le marché américain du pneu (400 millions d'unités par an). C'est là que la première place mondiale se jouera. Goodyear a conquis environ 10 % du marché français. Michelin contre-attaque et construit des usines en Amérique (il est le premier investisseur français en Amérique du Nord). « Je vais coloniser l'Amérique » se plaît à dire François Michelin. Son atout maître : l'avance technique qu'il possède grâce au fameux pneu à carcasse radiale (pneu X).

Le royaume Michelin s'étend au Canada, au Vietnam. Clermont Ferrand est sa place forte ; une ville colonisée, à merci : cinq usines, 28 000 salariés dont 20 000 horaires pour la plupart arrachés à la campagne environnante. Sans le monstre Michelin qui lui tient lieu de tuteur, Clermont Ferrand redeviendrait un quelconque chef-lieu de canton spécialisé dans les comices agricoles.

Cet homme est dangereux

La société Michelin, c'est l'histoire « heureuse » du capitalisme, celle qu'on se plaît à raconter : le petit artisan devenu Goliath... Michelin est restée une affaire de famille :

Après Edouard et Marcel, la loi des Michelin a désigné François à la tête de l'empire. La quarantaine, visage émacié, il ressemble à un grand jeune homme timide et attardé. Mais la rigueur est là, cruelle et froide sous l'apparence désuète. En 1955, avant de prendre ses fonctions directrices, F. Michelin (Monsieur François comme il aime à se faire appeler) a revêtu le bleu de chauffe et travaillé anonymement dans les ateliers. Il ne s'agissait en rien d'épater la galerie ; les Michelins ne s'affichent jamais. Tout est froide détermination, calcul au plus serré. Quand après 68, le CNPF parla de concertation, F. Michelin en démissionna : « L'autorité ne se partage pas, elle s'incarne ! »

Avec son austérité et sa foi, cet homme là est encore plus dangereux que n'importe quel patron « jouisseur ». Il se prend pour un apôtre chargé de conduire sur le bon chemin la racaille obsène.

La clé du succès

Tout le secret de la réussite Michelin tient dans un échafaudage minutieusement construit, une machine oppressive bien huilée qui vise à faire du prolétariat Michelin un troupeau docile, intégré corps et âme, exploité sans qu'il s'en aperçoive. « Il faut acquiescer l'amour du travail bien fait et c'est essentiel, avec cet amour vous réussirez dans la maison » peut-on lire dans la brochure distribuée aux nouveaux venus. Objectif : persuader l'ouvrier qu'il appartient à une grande famille (la « maison ») et qu'à ce titre, ses intérêts se confondent avec ceux du patron. Michelin est un père, mais il n'aime que les enfants dociles. Toute la rondeur bonasse du bibendum ne vise qu'à amener le travailleur à subir sa condition, à lui arracher toute conscience de classe, à le pénétrer de « l'esprit Michelin ».

MICHELIN EST UN PERE mais il n'aime que les enfants bien sages

En 1975, la production des pneumatiques Michelin aura doublé par rapport à celle de 70... c'est une cadence de conquérant ! Entre Goodyear, Firestone, Pirelli-Dunlop et Michelin, la lutte est engagée sur le marché mondial. Michelin est bien placé : une expansion à la « japonaise » avec une augmentation de 16 % du volume d'affaires par an, des usines sur tous les continents, plus de 100 000 salariés, un service de recherche avancé, un milliard de franc sur le marché financier européen en 70, performance qu'aucune entreprise française n'a jamais réalisée.

Pour François Michelin, paternalisme et action psychologique valent mieux que nerfs et bâtons. Il a des mercenaires subtils : chefs du personnel (« petit si t'as des problèmes, viens me voir, on s'arrangera, mais n'en parle à personne »), psychologues du travail (les tests d'embauche sont très poussés et on va interroger l'institutrice et le curé du village natal. L'anodin concubinage est signé de mauvaise herbe, en particulier pour les mensuels, les « collaborateurs ». Michelin ne transige pas avec la moralité ; il faut montrer l'exemple, aller à la messe, cacher son sexe derrière son dos et ne jamais se retourner.

Un encadrement constant

Rien n'échappe à l'emprise patronale. Travail, logement, loisirs... la vie des Bib est soumise à une pression et à un encadrement constant. On naît dans une clinique Michelin, on est baptisé dans une église construite par Michelin, on va à l'école Michelin (bien que ces écoles soient passées sous le contrôle de l'Etat), on part en colonie de vacances Michelin, on se baigne dans une piscine Michelin, on joue sur un stade Michelin, on vit dans des cités Michelin, on s'approvisionne dans une coopé Michelin... Il n'y a que le cimetière qui ne soit pas Michelin. A ce stade François passe la main à Dieu... Et dans l'éloge funèbre de l'ouvrier décédé, le chef d'atelier ne donne jamais l'âge du défunt mais son ancienneté dans l'usine, comme si rien ne pouvait avoir existé avant l'entrée dans la « maison » !

Mais la citadelle n'échappe pas à la crise

Peut-on s'étonner de l'extrême faiblesse syndicale chez Michelin, de l'absence de traditions de lutte ? S'organise-t-on contre celui qui « fait tant pour vous », celui qui « ne veut que votre bien » ? En juin 68, les usines Michelin de Clermont furent les dernières à se mettre en grève...

Cependant cette exploitation capitaliste modérée commence à s'effriter ; des failles apparaissent. Le syndicat maison (l'UPM) n'a pas pu s'implanter. Une nouvelle génération ouvrière prend le relais et s'en laisse de moins en moins compter. L'année dernière, le déclenchement d'une grève dure dans un atelier (OPK) faillit tourner en grève générale (mais l'heure était au programme commun et les dirigeants de la CGT annonçaient aux 12 000 ouvriers massés les poings serrés devant l'usine la fin de leurs maux... aux prochaines élections, ceux de la CFDT criant un peu plus fort, mais se rangeant sagement à cette perspective).

Depuis, une poussière de luttes mine la citadelle. Le prolétariat Michelin commence à prendre conscience de lui-même en tant que classe exploitée. La fin du tunnel approche...



Edouard Michelin

"NOUS VOULONS 40 HEURES ... PRENONS LES"

La rentrée de septembre s'est effectuée sur les chapeaux de roue dans les 5 usines Michelin de Clermont quand on la compare à celle des années précédentes... En trois mois, on a dénombré plus de 150 000 heures de grève (sans compter le 6) échelonnées en journées d'action, grèves tournantes par usine, débrayages, meetings, grèves d'atelier... Pour la première fois même, on a vu des franges significatives de mensuels entrer en lutte au côté des horaires.

Mais la tactique des luttes des directions CGT et CFDT a conduit à émousser progressivement la combativité ouvrière. Les luttes d'ensemble (journées d'action, débrayages pour meetings - Il y en a eu plus de 20 !) étaient ponctuelles, sans lendemain. Les luttes d'atelier, parfois très dures comme à RX, restaient isolées et se diluaient. Au lieu d'une lutte unie et massive contre ce patron de choc, la tactique de harcèlement a conduit à l'éparpillement.

Tant et si bien que les Bibs, jamais consultés dans leurs ateliers sur les formes d'action qu'ils désiraient mener, se sont mis à respecter de moins en moins les consignes syndicales qui leur venaient d'en haut, élaborées en dehors d'eux par les bureaux syndicaux... Tant et si bien que la pression est tombée 15 jours avant la discussion sur l'avenant.

François Michelin n'a rien voulu céder de plus que ce qui était prévu pour cette réunion annuelle (10 % d'augmentation sur le salaire de base, 5 samedis chômés de plus, et quelques brouilles). Son dik-tat fut poli : « C'est ainsi messieurs, à prendre ou à laisser. A l'année prochaine... »

Une situation bloquée

Aujourd'hui l'impasse est flagrante : les luttes d'atelier ne se sont pas nourries d'un mouvement d'ensemble, aucun mouvement d'ensemble ne s'est renforcé à partir des luttes d'atelier ! La combativité si elle n'est pas explosive, est cependant toujours présente. Que faire pour qu'elle s'exprime ? (La journée du 6 a été peu suivie chez Michelin, cette grève générale ayant été ressentie comme une action sans lendemain de plus).

Grèves générales de pression ou actions isolées d'atelier, il faut sortir du dilemme !

Il n'y a pas de recettes-miracles. Tout dépend du travail en profondeur qui sera effectué dans chaque atelier ; du rôle des délégués et des franges d'ouvriers combattifs qui sauront ou non motiver leurs camarades de travail, leur faire élaborer les revendications, leur faire discuter des formes de lutte qui leur semblent les plus efficaces. C'est à chacun de prendre les perspectives de lutte en main, de s'y préparer consciemment, de décider en toute connaissance de cause du combat à mener. Ainsi, par exemple, chaque casse-croûte peut se transformer en Assemblée Générale.

Mais cette « structuration » de la combativité ne se mettra pas en place d'elle-même. Les délégués et responsables syndicaux sont les seuls à avoir les possibilités réelles d'organisation et de coordination des travailleurs. Ils peuvent s'appuyer aujourd'hui sur des groupes d'ouvriers « qui en veulent ». Mais pour cela, il faut que le cadre syndical soit véritablement au service de la lutte des travailleurs au lieu de tourner à vide sur lui-même comme une machine administrative ! Que les directions syndicales sortent de leur tour d'ivoire et tirent avec leurs adhérents le bilan de ces trois derniers mois, pour que soient définies les perspectives d'avenir.

Se mobiliser autour des 40 heures.

Il est trop facile de n'avoir à la bouche que le mot d'ordre de « grève générale et illimitée ». Il s'agit d'une surenchère abstraite qui ne correspond pas aujourd'hui à l'état réel de la combativité et aux possibilités concrètes de lutte. Par contre de plus en plus de travailleurs sont persuadés qu'il faut engager une bataille d'ampleur mais qu'il ne faut pas y partir en ordre dispersé. Avant tout choisir son terrain !

Une revendication mobilise particulièrement les Bibs : les 40 heures. C'est à partir de celle-ci qu'un mouvement d'ampleur peut démarrer. Au rythme où Michelin cède les samedis, les 40 heures ne seront effectives que dans 4 ans ! Cela les Bibs ne l'acceptent pas. Dans les usines étrangères du groupe, les 40 heures sont acquises de même que chez Dunlop à Montluçon... les métallos italiens en sont à exiger les 35 heures.

Alors ? Faut-il se contenter d'inscrire régulièrement cette revendication sur les cahiers de revendication et de scander sempiternellement « nos 40 heures » dans

les meetings en attendant qu'un aimable ministre de gauche ponde un décret ?

Appliquons les nous-mêmes !

Depuis la rentrée, les révolutionnaires proposent aux Bibs une forme d'action de masse qui sorte des impasses routinières : nous voulons nos 40 heures, prenons les ! Il s'agit que les Bibs appliquent eux-mêmes les 40 heures, c'est-à-dire qu'ils refusent d'aller travailler les samedis non chômés (ce qui revient à mener une grève active un samedi sur deux à peu près), qu'ils boycottent les horaires du patron en imposant leur propre horaire.

Les avantages de cette forme de lutte sont multiples :

- son objectif, les 40 heures, correspond à la volonté de masse des Bibs

- il s'agit d'un mouvement d'ensemble des travailleurs Michelin

- elle désorganise la production sans exiger d'importants sacrifices financiers aux ouvriers

- la leçon qu'en tireront des milliers de travailleurs dans toutes les usines de France sera considérable : « les Bibs appliquent les 40 heures, ils décident de leur rythme de travail, ils l'imposent de facto au patron, pourquoi ne ferions-nous pas de même ? »

- elle peut d'ailleurs n'être qu'une étape et déboucher sur une prolongation de la grève dans la semaine.

Seule condition indispensable : sa prise en charge par les organisations syndicales ; en particulier par la mise en place de piquets de grève le samedi afin de décider les hésitants

Michelin-Bergougnan, même combat

Les directions CGT et CFDT de Michelin jugent « utopique » cette forme de lutte (une simple journée d'action est peut-être plus « réaliste » ?). Elles devront cependant se déterminer rapidement. Les syndicats CGT et CFDT de Bergougnan (la 2ème entreprise de caoutchouc de la ville, la 2ème également du point de vue du nombre de salariés, qui fait partie de Kléber Colombes où Michelin détient la plus grosse part de capital) ont discuté ensemble du principe d'un boycott des samedis.

Les travailleurs de Bergougnan estiment cependant leurs intérêts liés à ceux des Bibs (Michelin et Bergougnan travaillent les mêmes samedis). Aussi l'action sur les samedis doit-elle être combinée sur ces deux entreprises qui regroupent ensemble plus de 30 000 salariés. La CGT et la CFDT de Bergougnan ont demandé une rencontre sur ce sujet à leurs homologues de Michelin. L'issue des luttes sur les 2 principales entreprises clermontoises dépend de cette réunion.

C'est au pied du mur qu'on voit le maçon. La CGT comme la CFDT réclament les 40 heures depuis des années. Aujourd'hui, les travailleurs sont sensibilisés sur ce sujet il ne reste plus qu'à agir ! Lors de la manifestation du 6, la CFDT scandait : « Nous n'aurons que ce que nous prendrons ». C'est une excellente chose de le dire... L'occasion se présente pour l'appliquer !



Programme commun et Michelin

Pendant des années la section Michelin du PCF a réclamé la nationalisation de l'entreprise, avec toute l'ambiguïté des réformistes sur ce problème (rien sur l'expropriation, rien sur le contrôle ouvrier...) En bonne courtoisie de transmission, la direction de la CGT martelait ce mot d'ordre au bas de ses tracts.

Seulement à la sortie du Programme Commun de gouvernement de la gauche, Michelin avait disparu de la liste des entreprises à nationaliser. A l'évidence le PC avait fait cette concession au PS. Michelin est tout à Clermont, c'est lui qui fait tourner l'économie régionale. Or la mairie est tenue par les socialistes depuis la libération, des socialistes qui préfèrent faire liste commune avec les centristes plutôt qu'avec les communistes aux élections municipales... De là à imaginer des pressions dont la « gauche » se serait accommodée dans les hautes sphères politiques et dans le dos des travailleurs, il n'y a qu'un pas, un tout petit pas, que d'aucuns pourraient franchir allégrement... En tout cas, la CGT Michelin ne parle plus de nationalisation, sans que jamais ce revirement n'ait été discuté par les syndiqués !

FO-LO-OCI

un très navrant feuilleton

Lors de la fusion nationale entre FO chimie et la fédé CFDT de la Chimie dans la confédération CFDT, les Bibs eurent la surprise d'apprendre qu'un syndicat FO venait d'être créé dans les usines Michelin de Clermont alors qu'il n'existait plus depuis belle lurette. Plus forte fut la surprise quand ils apprirent que cette création était due à l'initiative de quelques militants de Lutte Ouvrière qui venaient d'être quasiment exclus de la CGT (la direction de ce syndicat refusant de les présenter sur les listes de délégués).

Le refus des camarades de LO de rentrer à la CFDT (sous prétexte qu'il y avait une bureaucratie à la CFDT et qu'ils n'avaient aucune garantie contre elle), au moment même où s'enclenchait un processus objectif de fusion syndicale et d'unité de la classe ouvrière, le privilège qu'ils accordaient ainsi à FO (étant donné qu'ils étaient les seuls à y militer, ils avaient toute garantie et rien à craindre des bureaucraties) dans le seul but d'en faire leur « courroie de transmis-

sion »... tout ceci fut peu apprécié des travailleurs, absolument incompris parce qu'injustifiable. Il en est toujours ainsi quand on privilégie ses intérêts d'organisation aux intérêts globaux de la classe ouvrière.

FO Michelin devint un syndicat rouge, ultra minoritaire, qui n'avait certes rien à voir avec la clique à Bergeron, mais qui permit en particulier aux staliniens de déclencher une offensive anti-gauchiste de grande ampleur.

Sur le terrain du sectarisme on trouve toujours plus ultra que soi. Et ce qui devait arriver arriva : l'OCI, présente dans la CGT Michelin, se dépêcha de la quitter pour se précipiter à FO comme un bébé qui retrouve le sein de sa mère... Entre LO et l'OCI, une sombre bataille d'appareil s'engagea pour le contrôle du syndicat et pour la plus grande édification des travailleurs... Avec l'entregent qu'on lui connaît l'OCI racolla bon nombre de droitiers que la création de FO avait ravi-goré et prit, sur la base de ces gens-là, la

direction du syndicat, octroyant généreusement un poste « d'archiviste » à un militant de LO...

Privé de son haut-parleur LO dut se résoudre à une nouvelle reconversion, vers la CFDT cette fois. Un départ sur la pointe des pieds, sans que le cœur y soit. Un de leur militant attendit même d'être exclu de FO.

Cette exclusion aura au moins le mérite d'éclairer la politique de l'OCI dans FO. Le camarade de LO a été exclu parce qu'il avait répondu à un mot d'ordre de grève de la CGT et de la CFDT sur Michelin alors que FO n'y appelait pas... C'est d'ailleurs au nom de cette discipline syndicale que le 6, FO Michelin n'invita pas ses rares militants à faire grève... Tant et si bien qu'à la coopé Michelin la direction invite les « faillois » à mettre sur pied une liste FO pour les élections du personnel et à prendre contact pour cela avec les responsables de FO à Michelin...

"UN COMPORTEMENT GENERAL INADMISSIBLE"

Il a 20 ans 1/2, il habite à Villeparisis dans la banlieue parisienne. Il est étudiant-salarié à Paris VIII. Le Préfet de Seine et Marne veut le chasser de France.

Pourquoi ? Vous avez deviné, c'est un étranger, pire, c'est un arabe, un marocain, le fils d'un travailleur immigré.

Quels crimes a donc commis Abdel Medjib Tarjeb ? C'est simple, il a, aux dires du Préfet, « un comportement inadmissible ». Voilà qui est net et précis !

Ce qu'on lui reproche, c'est d'être immigré et de refuser de courber l'échine.

Que le pillage colonial et néocolonial ait contraint le père d'Abdel à venir travailler en France, rien de plus normal pour le Préfet.

Que le père d'Abdel ait été à moitié écrasé sous une benne et soit invalide à 100 %, « tout cela est dans l'ordre des choses », c'est un travailleur immigré.

Que cette famille de 10 personnes n'ait pour vivre que la maigre pension d'invalidité du père, que l'eau et l'électricité ait été souvent coupées... tout cela est parfaitement admissible pour le Préfet.

En France depuis l'âge de 13 ans, Abdel, comme des milliers de jeunes, immigrés et français, n'a pas pu supporter tout cela, il s'est révolté. C'est cela que le Préfet Richard appelle un « comportement général inadmissible ».

Abdel est coupable de délit d'opinion. On l'a reconnu au milieu d'un groupe de manifestants sur une photo parue dans la « Cause du Peuple ».

Conclusion : il est maoïste et pro-palestinien.

Abdel participe à une association locale « Jeunesse-Famille » où se retrouvent des jeunes ouvriers, lycéens, étudiants, d'anciens militants « gauchistes ». Cette association s'efforce de rompre l'en-

nui et la monotonie où sont confinés les jeunes de cette banlieue.

Conclusion : Abdel est un « dangereux activiste ».

Ce n'est pas tout : Abdel est jeune et se révolte contre les brimades, vexations et agressions policières dont sont victimes les jeunes de Villeparisis, particulièrement s'ils sont immigrés.

Le 18 octobre, une patrouille de police tire sur un jeune qui n'ayant pas de feu rouge à son vélo s'enfuit parce qu'il a peur.

15 jours plus tard, les flics se jettent sur des jeunes qui jouent de la guitare autour d'un feu de bois, à minuit, à l'écart de l'agglomération. Un policier tire un coup de feu à bout portant ; un jeune a un morceau d'oreille arraché.

Ensuite, perquisitions, menaces d'expulsions pour ceux qui voudraient protester.

En riposte à cela, une manifestation a lieu devant le commissariat ; des réunions publiques sont organisées par le « Comité Vérité-Justice » et le PSU. Abdel est accusé d'y avoir participé, d'y avoir pris la parole.

Récemment Abdel a également osé porter plainte contre un policier en civil qui l'avait giflé et traité de « sale bougnoule ».

Pour le Préfet Richard, tout cela constitue un « comportement général inadmissible » et est passible d'expulsion.

Le Préfet Richard est un spécialiste en ce domaine. Il a déjà obtenu le renvoi en Grande-Bretagne du pasteur de Nemours Andrew Parker. Pourtant « en France, l'équité est indépendante de la nationalité. Tous ceux qui travaillent chez nous y ont droit ». C'est Messmer qui a dit cela devant les députés de l'URP. Il est vrai qu'il n'en est pas à un mensonge près...

Marcellin a même le droit absolu et permanent d'utiliser une « procédure d'urgence absolue » très expéditive, ne permettant ni protestation, ni contrôle sur le Ministre de l'Intérieur.

Cette procédure a soulevé les protestations du Syndicat de la Magistrature, et du Mouvement d'Action Judiciaire. Le Mouvement de soutien qui s'organise en faveur d'Abdel empêchait Marcellin de se servir de cette procédure que réclamait le Préfet. C'est un premier recul, mais il est toujours menacé d'expulsion.

Un « Comité de Défense » s'est constitué, impulsé notamment par des artistes « contestataires » du Front des Artistes Plasticiens (FAP), exposant du 15 au 31 décembre à Villeparisis.

Pour briser le mur du silence, ceux-ci ont alerté la presse.

Une lettre a été envoyée le 19 décembre au PC, au PS et au PSU pour qu'ils prennent position... A ce jour, toujours pas de réponse.

Le Conseil Municipal d'Union de la Gauche faisant état de « dossiers » a refusé d'intervenir contre cette expulsion.

Le maire, le Docteur Paul Torras, membre du PCF et de la direction d'une clinique a refusé de soutenir Abdel qu'il considère comme un « petit voyou ».

Il est vrai que pour les gestionnaires de la municipalité, les immigrés ne sont pas une clientèle de choix.

Les immigrés ? Ils n'ont rien contre. Mais à condition qu'ils ne leur coûtent rien.

Un exemple : un foyer pour travailleurs migrants est en construction, mais, rassurez-vous, contribuables et électeurs de Villeparisis... : « Nous vous rappelons que la PARTICIPATION financière de la COMMUNE à la construction de ce bâtiment est NULLE, cette réalisation est fi-

nancée par l'Etat et les crédits HLM. Mieux même, c'est pour notre ville des ressources nouvelles, par un versement (par la société gérant l'établissement) d'une taxe locale d'équipement à la construction de 12 millions d'anciens francs) et ensuite, chaque année le paiement d'une patente » (Bulletin Municipal Dec.73)

Sans commentaires...

ABDEL NE DOIT PAS ETRE EXPULSE !

Il faut faire reculer le pouvoir. Déjà la lutte a permis à Said Bouziri, El Bachir Menni, Lauretta Fonseca... de rester en France.

IL FAUT BRISER LE MUR DU SILENCE.

Une campagne de protestation doit se développer notamment en Seine et Marne et à Paris VIII où Abdel est étudiant-salarié.

31-12-73
Correspondant

L'ORDINAIRE DU RACISME

Lyon : La nuit de Noël, des policiers s'efforcent de ramener au calme 3 jeunes réunionnais trop bruyants. Bilan : une rafale de pistolet-mitrailleur qui démolit une vitrine voisine ; des chiens policiers lâchés contre les jeunes, qui, mordus aux jambes devront être conduits à l'hôpital. L'un d'eux est atteint en outre d'un traumatisme crânien. Jeunes et réunionnais : deux raisons pour les flics de Lyon d'y aller franco...

A Dammarie, en Seine-et-Marne, dans la nuit du 16 au 17 novembre, un travailleur immigré rentrait chez lui en mobylette, quand il a été heurté par une voiture de police banalisée. Dans des conditions apparemment volontaires. Après l'avoir tabassé, les policiers l'emmenèrent au commissariat et, sans motif, le conduisirent en forêt de Fontainebleau, menottes aux mains, ils continuèrent à le frapper. Terrorisé, il réussit à fuir, en essayant plusieurs coups de feu qui ne l'ont pas atteint. Le travailleur immigré a fait constater ses blessures par un médecin et a déposé plainte.

cimenteries

TIRER LE BILAN DE LA LUTTE

4 semaines de grève dans les cimenteries. Le résultat est maigre. Et la reprise fut morose. Il faut maintenant en tirer un bilan. C'est ce que fait un correspondant de la région de Mantes.

Dans la région de Mantes, les travailleurs des 3 cimenteries avaient refusé de participer à la grève de 24 heures du 10 octobre à cause de son inefficacité. Par contre ils s'engagèrent à fond dans la grève illimitée du 16 novembre.

Dans chaque usine, un comité de grève s'est mis en place et, avec le comité de soutien, il y avait une coordination entre Guerville, Limay, la Plogne ;

Le 6 décembre les travailleurs des cimenteries de Mantes ont fait une collecte qui a rapporté environ 2 millions d'AF.

Après le 6, un comité de soutien s'est développé et des collectes ont eu lieu sur les marchés, chez les commerçants, dans les usines.

L'accord signé par la CGT le 16 et par la CFDT le 17 qui mit fin à la grève est absolument dérisoire :

- 3,5 % au 1/10, au lieu des 2 % prévus soit 1,5 % (nous demandions 200 F pour tous) - majoration de 10 % des coefficients des ouvriers au

bout de 10 ans (dans une industrie où tout change peu nombreux seront les bénéficiaires)

- la retraite à 63 ans avec 75 % du salaire (les patrons l'avaient déjà proposé en octobre avec 60 %)

- quant à la prime de 400 F pour décembre, elle compense un peu (très peu) les pertes de salaire dues à la grève, mais elle est surtout une récompense pour les non-grévistes.

- en ce qui concerne la sécurité de l'emploi, il n'y a pas non plus d'avantages substantiels.

C'est donc très peu et, dans la région de Mantes, les résultats ont été plutôt mal accueillis :

- à Limay la reprise s'est faite avec amertume mais sans colère

- à Gargenville c'était la consternation, sauf la fraction du PCF dans la CGT qui parlait de succès.

Quant aux travailleurs, quoique déçus, ils ne se sentaient pas battus. Ils ont insisté toute la matinée qui suivit la signature de l'accord pour que s'ouvrent immédiatement les discussions sur le plan local. Ils ne reprirent

le travail qu'à 13 h, les discussions s'étant effectivement ouvertes.

à Guerville, la démolition était beaucoup plus grande. Les camarades pleuraient et juraient que la prochaine fois on ne les y prendrait plus, qu'ils ne feraient plus jamais grève.

Un gars disait que s'il avait eu une carte syndicale, il l'aurait brûlée, il y en a d'autres et même des délégués qui parlent de construire un syndicat autonome ou indépendant.

Il faut tirer les leçons de cette grève : refuser la démoralisation, continuer la coordination entre les trois usines et le labo, maintenir les contacts noués dans le cadre du Comité de Soutien. Ainsi nous pourrions mener la lutte contre le patron, en évitant de nouvelles trahisons des bureaucrates.

SAVIEM-CAEN: OUI AUX AUGMENTATIONS UNIFORMES

A la Savienne, la veille d'une négociation avec la direction prévue pour le 19 décembre, les directions des syndicats CGT et CFDT ont mis au point une plate-forme revendicative commune.

Un désaccord important subsistait sur les augmentations de salaires :

La CFDT se prononçait pour une augmentation uniforme.

La direction de la CGT était pour des augmentations

hiérarchisées, pour éviter « l'écrasement de la hiérarchie »

Aussi, après une information par tracts sur les positions syndicales respectives, les travailleurs ont-ils été amenés à se prononcer. Le vote a donné 3629 voix (70 %) pour une augmentation uniforme et 1556 (30 %) pour une augmentation en pourcentage.

Un exemple à suivre...

FJT-FOUGERES: LA LUTTE CONTINUE.

Comme dans les autres foyers, la lutte est partie sur deux terrains :

- contre l'embrigadement (pas de liberté politique et syndicale, limitation du droit de réunion, répression sexuelle, contrôle des sorties et des entrées, perquisitions dans les chambres par un directeur de choc)

- contre l'asphyxie financière du foyer (déficit mensuel de 2 millions d'anciens francs) et les opérations de « rentabilisation de la municipalité UDR (suppression de postes, occupation de tous les locaux « même s'il faut y installer les vieillards »...)

A la suite de l'exclusion de deux résidents (à propos du droit de visite des garçons chez les filles) et du licenciement d'une animatrice, puis d'un animateur, la lutte a démarré.

Le Conseil d'administration, qui refusait de prendre position, a été séquestré par les résidents.

éinté,ration des exclus et des licenciés - démission du directeur non à la liquidation du FJT

SOVIREL: LES BIDASSES AVEC MICHEL HOURNON.

Le 28-12-73

Nous avons été indignés par le licenciement du délégué syndical Michel Hournon de Sovirel, annoncé par le « Rouge » du 13 décembre.

Sachez que beaucoup de soldats, malgré leur silence bien explicable, sont solidaires des luttes ouvrières et soutiennent les militants combattifs qui subissent la répression des patrons. C'est aussi celle-ci que nous connaissons ici et contre laquelle nous luttons.

Un groupe de soldats de C.M.R 5 à Lyon, qui, sous l'uniforme restent des travailleurs

PS : un exemplaire à la section CFDT de Sovirel

MEETING DE SOLIDARITE

Le mardi 8 janvier à 20 h 45 salle de l'Amicale à Nemours, aura lieu un meeting de solidarité, organisé par l'UL-CFDT. Ce meeting se tiendra sous la présidence de Charles Piaget, de Lip

Adresser tout versement au COMPTE BANCAIRE commun de SOUTIEN CGT-CFDT de SOVIREL, BNP NEMOURS

PENURIE , CHOMAGE , GASPILLAGE ...

Petit à petit, voulue ou non, suggérée ou non par une dramatisation délibérée de la situation, la peur s'installe. Le système capitaliste mondial a connu depuis la guerre mondiale sa période faste. Il a vécu sans compter. Il s'est cru immortel et on a échafaudé quelques théories éphémères sur le sujet. Et soudain, le mal. Comme un gaillard qui paie le prix de ses excès, qui titube devant sa propre faiblesse. Et dont l'angoisse finit par aggraver la maladie.

Le Capital, pendant trente ans a puisé à pleine pelletés mécaniques dans le sous-sol, déversé des tonnes de déchets. Avec insouciance. Il a bâti des empires en exploitant le travail salarié de peuples entiers, en enchaînant aux cadences des centaines de millions de jeunes travailleurs qui n'ont pas connu le poids des défaites passées, et sont particulièrement sensibles aux absurdités, aux incohérences d'un monde où le gaspillage, l'abondance, et l'oisiveté côtoient la misère, la pénurie et le travail forcé.

Le pétrole a servi de prétexte : à raison passagère, crise passagère, disait-on. Or, selon un responsable de la commission d'Etudes de l'EGF, les 90 milliards de tonnes de réserve pétrolière prouvées ne donneraient que 36 années de consommation en régime de croissance 0. L'énergie nucléaire est encore loin, et les conséquences des déchets radio-actifs qu'elle engendre, mal connues. La crise est peut-être passagère, le problème est permanent.

C'est bien le socle des rapports sociaux, des mythes et des certitudes sur lesquels repose le capitalisme qui est ébranlé. Trois jours de travail hebdomadaire en Angleterre ; fermetures temporaires d'usines automobiles en Italie, en Hollande, en France...

Aux Etats-Unis, General Motors a décidé le 28 décembre la mise à pied pour une durée indéterminée de 38 000 ouvriers de ses usines d'assemblage, et la mise en chômage technique pour une dizaine de jours de 48 000 autres ouvriers. De son côté l'entreprise aérienne TWA a annoncé le licenciement pour le 1er janvier de 2900 de ses employés, ce qui porte à 3750 l'ensemble des employés licenciés.

Aussitôt, le thème de la croissance 0 connaît un regain d'intérêt. Un peu magique, enveloppé de mystère technique et de compétences supposées. En fait, l'enjeu du débat n'est pas dans la variation des pourcentages, et les mérites comparés d'options économiques.

Il est dans l'affrontement entre deux systèmes, deux logiques incompatibles. Il y a deux ans, au moment de la publication de la lettre Mansholt, la mode écologiste tendait à reléguer au second plan le débat politique. Si dans trente ans, capitalisme ou socialisme, nous devons être tous pourri, il faut suspendre, il faut suspendre les querelles et y mettre du sien pour sauver la planète ; c'était le thème. Aujourd'hui la question politique, alors que s'annoncent de violents conflits de classe, revient en force : les écologistes sont amenés à choisir leur camp entre l'aménagement du système et la mise en cause de la propriété privée, de l'économie du marché.

Ne pas donner de réponse révolutionnaire aux crises qui s'annoncent, piétiner, hésiter, c'est faire la part belle à l'extrême-droite qui ne manquera pas à renaître de ces difficultés, comme solution de combat de la bourgeoisie menacée.

La planification démocratique, la satisfaction des besoins sociaux, la réduction massive du temps de travail s'opposent point par point à la pénurie, au gaspillage, au chômage engendrés par l'anarchie capitaliste, par le chaos de ces intérêts privés, aveugles, qui se combattent avec acharnement, au détriment de l'intérêt de tous.

Enfin, au moment où la pénurie de l'énergie défraie la chronique, il faut dire que l'abolition de l'exploitation, la réduction du temps de travail libérerait les cerveaux de millions et millions d'hommes du carcan et de l'obscurantisme capitaliste. Il y a là une source d'énergie riche en promesses, féconde et inépuisable, pratiquement inutilisée à ce jour. Le monde qui en résulterait n'obéirait pas à la logique de la croissance maximum ; mais du bonheur maximum, ce qui est toute autre chose.

LE BONHEUR MAXIMUM

75 MILLIONS D'AMERICAINS = 2 MILLIARDS D'INDIENS

Au printemps 72, un communiste français révélait la lettre devenue célèbre de Sieco Mansholt, alors haut fonctionnaire de la Communauté Européenne, à Franco Malfatti, président de la Commission Européenne. Dénonçant en cette lettre un « plan anti-bonheur », parce que l'une des mesures envisagées consistait en la réduction des allocations familiales, le PCF désamorçait le document au lieu de le faire exploser. Il y avait en effet dans cette lettre, sous la plume d'un grand commis du capital, des éléments, des aveux, permettant d'instruire le procès de la société capitaliste. Au moment où la crise pétrolière et ses conséquences ramènent à l'ordre du jour les interrogations sur la signification de « la croissance », sur les résultats de l'expansion, il est utile de revenir sur les principaux thèmes de la lettre Mansholt.

1) Première inquiétude exprimée dans la lettre Mansholt. La course à l'expansion provoque une dévastation en règle des ressources naturelles, un épuisement des matières premières. Si le développement démographique continue au rythme actuel, la terre deviendrait selon lui inhabitable en l'an 2000.

Il faut reconnaître que les chiffres sont inquiétants. Au rythme actuel, alors qu'il y avait 2 milliards et demi d'hommes et de femmes sur le globe en 1950, alors qu'il y en a aujourd'hui plus de 3 milliards, il y en aura 6 milliards et demi à 7 milliards en l'an 2000. Or, les seuls Etats-Unis sont déjà confrontés à l'énorme problème de faire disparaître chaque année 7 millions de voitures usagées, 55 milliards de boîtes de bière, 26 milliards de bouteilles, 3 milliards de tonnes de sacs, débris, cendres, rebuts de toutes sortes. Un Américain consomme en moyenne 30 fois plus de pétrole et de minerai qu'un Indien, cela veut dire que, si le pillage impérialiste continue, 75 millions d'Américains en plus en 30 ans équivaldraient, du point de vue de la consommation, à un surcroît planétaire de 2 milliards 250 millions d'Indiens !

La première suggestion de Mansholt est donc d'ordre démographique et se traduit par un contrôle strict des naissances tendant à la « famille de remplacement », c'est-à-dire la famille avec deux enfants maximum. Première contradiction : cette perspective ne se heurte pas seulement à l'Eglise et au Pape, elle mettrait en question quelques piliers de l'ordre moral capitaliste : mystères de la reproduction et culte de la famille. Il suffit de voir le fanatisme de la bourgeoisie française et de ses gouvernants face au problème de l'avortement, pourtant légalisé dans d'autres pays, pour s'en convaincre.

INVESTIR DANS LES PRODUITS NON RENTABLES ?

2) Mais il ne s'agit là que d'une contradiction mineure comparée à celles qui touchent le système économique lui-même.

En supposant une population mondiale stable, Mansholt énumère une série de conditions permettant d'assurer un certain équilibre :

« a) Une priorité à la production alimentaire en investissant aussi dans les produits agricoles réputés « non rentables » ; b) une forte réduction de la consommation de biens matériels par habitant, compensée par l'extension de biens incorporels (prévoyance sociale,

épanouissement intellectuel, organisation des loisirs et activités récréatives) ; c) la prolongation notable de la durée de vie de tous les biens d'équipement, en prévenant le gaspillage et en évitant la production de biens non essentiels ; d) la lutte contre la pollution et l'épuisement des matières premières par la réorientation des investissements ».

Beau programme en vérité. Mais que signifie demander à un entrepreneur capitaliste d'investir dans des produits « réputés » « non rentables » ; alors que sa raison d'être est le profit ? Que signifie une forte réduction de la consommation de biens matériels, alors que la publicité, les mass-média, tous les grands moyens de l'intoxication capitaliste, présentent cette consommation comme le privilège et la réussite de leur système, de leur monde libre ? Que signifie prolonger la durée de vie des biens d'équipement, alors que l'on sait pertinemment que les entrepreneurs, constructeurs d'automobiles ou fabricants de tubes de néon, s'ingénient, selon le principe de « l'usure intégrée », à limiter la durée d'utilisation de leurs produits, pour renouveler le marché et multiplier les bénéfices ?

Tout ceci revient à demander que le système capitaliste fonctionne contre sa propre logique, celle du profit maximum. N'est-ce pas un verdict ?

ECONOMIE PLANIFIEE CONTRE LOI DU MARCHE

3) L'affaire devient encore plus claire lorsque Mansholt en arrive aux suggestions pratiques. Ils propose : « l'instauration d'un système de certificats de production (certificats CR) contrôlé à l'échelon européen ». Ce système vise à détaxer les produits reconnus d'utilité prioritaire, non polluants de préférence, et à taxer lourdement les autres, par exemple à taxer lourdement les automobiles dans les cinq premières années d'utilisation pour encourager la construction d'automobiles de longue durée...

Il s'agit d'une première intrusion dans le domaine de la sacrosainte propriété privée et d'un premier empiètement timide dans celui de la libre entreprise.

Le réel problème qui se profile derrière ces bricolages, c'est celui de la planification économique de l'utilisation consciente et centralisée des richesses et des ressources au service des besoins sociaux collectivement définis. Mansholt finit par le reconnaître : « A cet effet, il faudra se pencher sur les problèmes de la planification... », et il évoque « une économie



rigoureusement planifiée qui assurerait à chacun le minimum vital... ».

Ainsi, voici à l'ordre du jour cette économie planifiée tant décriée au nom de la libre concurrence, la liberté d'entreprise et le libre jeu du marché. Nous en prenons acte.

« UN PÉRIODE ? »

Mansholt constate en outre que l'objectif d'un système de production non polluant « se traduira par un net recul du bien être matériel par habitant ». Ou d'une certaine conception du bien être matériel ? La question est posée. Comme elle était déjà posée à travers la proposition des certificats d'utilité CR. Qui décide, et au nom de quoi, des priorités ? Les sociologues, les experts, une poignée de gouvernants et de patrons ?

La collectivité des travailleurs n'est-elle pas mieux à même de connaître les conséquences de leur travail, l'importance de la pollution, le rythme d'épuisement des richesses communes ? Ne sont-ils pas mieux placés pour confronter les ressources à leurs besoins, pour exprimer leurs propres besoins, et non ceux que la publicité leur prête ? Ne sont-ils pas seuls capables, par mille et mille connaissances et informations confrontées, de construire une économie au service de leurs besoins collectifs.

On s'apercevra alors que cette image mirage du bien être matériel offerte par le capitalisme, ne correspond pas exactement au bien être social auquel aspirait les producteurs eux-mêmes.



La lettre de Mansholt entrebaille quelques portes vers le futur. Mais elles donnent inévitablement sur la grande interrogation : les solutions aux contradictions énoncées supposent un système économique et social radicalement différent, une économie planifiée, le pouvoir de décision pris en main par la masse de producteurs et non par les possédants actuels.

« A ce moment se pose avec acuité la question de savoir si une telle opération

est possible dans le cadre de l'ordre établi et si, par exemple le système actuel de production peut être maintenu au niveau des entreprises. A mon avis, poser la question équivaut à y répondre par la négative ! », reconnaît Mansholt.

C'est l'hommage involontaire, consenti du bout des lèvres par ce technicien du capital, à la solution d'une économie démocratiquement planifiée, c'est-à-dire à la solution socialiste.

CROISSANCE ET BONHEUR ?

Pour les gouvernements capitalistes et les patrons parler d'expansion, de croissance, c'est parler de réussite. En alignant les chiffres, 6 %, 8 %, 10 % de taux d'expansion, ils suggèrent avec insistance que le mieux être et le bonheur des travailleurs leur est lié. Pourtant, un sondage de l'IFOP, publié par l'hebdomadaire Entreprise en juin 72, révélait que selon 63 % des Français, l'économie progressait plus vite que la justice sociale ; 14 % étaient d'avis contraire, le reste ne se prononçait pas. 17 % estimaient que le progrès économique aurait pour conséquence à l'avenir un accroissement des « inégalités entre catégories de Français » ; 43 % s'attendaient au maintien de ces inégalités, 19 % seulement à leur diminution. Enfin 57 % des personnes interrogées désignaient la « justice sociale » comme la chose la plus importante ; 25 % donnaient la priorité au progrès économique. Comme quoi, d'après l'expérience des travailleurs, les deux choses ne vont pas exactement de pair.

UN AUTRE MONDE

Les ouvriers anglais ne travaillent plus que trois jours par semaine, avec réduction de salaire à la clé... General Motors met 40 000 ouvriers américains en chômage technique. Et dans son discours de vœux, Pompidou annonce comme une largesse présidentielle « que tout sera fait pour éviter une crise générale de l'emploi ». Quant aux crises partielles, advenue que pourra ! Alors qu'on parle de pénurie, alors qu'on connaît la grande misère de l'enseignement, de la santé, des équipements sociaux, le chômage menace plus que jamais. Ce n'est pas le moindre paradoxe de la société capitaliste. Et alors que le chômage menace, la semaine de travail reste, 37 ans après les accords Matignon, supérieure à 44 heures par semaine, avec des cadences insoutenables. Le capitalisme n'en est pas à une contradiction près.

Il faut d'abord savoir que la durée du travail réelle dans une vie d'ouvrier n'a pratiquement pas diminué en un siècle. Il y a un siècle, la durée du travail était de 12 heures par jour environ, mais du fait de la proximité de l'habitat et du lieu de travail, elle coïncidait en fait avec la durée d'absence du domicile. Aujourd'hui, dans la région parisienne, 40 % des hommes consacrent plus d'une heure par jour au transport souvent 2, parfois 3 et plus ; le travailleur parisien est absent douze heures de son domicile, et 35 % plus de 12 heures. De plus, si l'âge d'entrée au travail a reculé de 6 à 8 ans environ en un siècle, la durée de la vie active a été prolongée de près de trente ans. Un ouvrier qui travaille 46 heures par semaine, soit 2200 heures par an, travaille près de 120 000 heures dans sa vie : 10 % de plus qu'il y a un siècle ! Alors que la journée de travail est souvent plus pénible que jadis du fait de l'accélération des cadences et de l'organisation dite « scientifique du travail » : dans la sidérurgie la production a augmenté de 100 % entre 1950 et 1965 pour le même temps de travail !

Ajoutons enfin que la plupart des patrons, plutôt que de réduire le temps de travail et embaucher du personnel, préfèrent multiplier les heures supplémentaires : en particulier parce que les charges sociales sont moins lourdes sur les heures supplémentaires que sur de nouveaux emplois. Depuis plusieurs semaines, les mineurs britanniques ont entamé une grève des heures supplémentaires. Aux Etats-Unis, depuis la grève de l'usine ultramoderne de General Motors, à Lordstown, déclenchée contre le gré de leur direction syndicale, par de jeunes travailleurs contre l'accélération des cadences, le problème des conditions de travail et en particulier des heures supplémentaires se pose avec insistance ; il a été en particulier dans la grève de Chrysler l'été dernier.

6 MORTS PAR JOUR !

Les travailleurs ont été exploités, pressurés à un tel point, que certains patrons eux-mêmes sont obligés de constater que la surexploitation finit par aboutir à des résultats contraires à leur projet.

D'abord du fait de l'augmentation de l'absentéisme au travail. Ainsi dans l'usine de Lordstown précitée on avait constaté que le taux d'absentéisme considéré comme normal à 2 %, atteignait 5 % en moyenne et 10 % le vendredi ou le lundi. Des constatations analogues ont été faites à la FIAT de Turin. En revanche, une réduction d'horaires en Norvège a révélé que



Le rationnement temporaire et le renchérissement durable du pétrole, mettent en évidence les conséquences de la consommation aveugle engendrée par le capital. Les caprices et les luxes de cette société repue, bâtie sur l'exploitation et le pillage, ne coulent plus de source. Le scandale permanent qu'ils constituent peut devenir sensible à de larges masses...

Première cible, la plus évidente, celle du gaspillage. On connaît l'histoire, hautement symbolique, révélée par Ralph Nader : la firme géante General Motors avait dépensé en 1964, pour la sécurité de ses modèles, une somme égale à 0,073 % de son bénéfice net après impôts, alors qu'elle avait dépensé quatre fois plus pour rendre agréable le bruit que font en se fermant, les portières de ses voitures...

Autre gaspillage croustillant : la compagnie aérienne TWA organise pour ses passagers des vols stylés ; ils peuvent choisir entre le vol « romain » avec hôtesses vêtues de toges de vestales, le vol « garçonnière à Manhattan » ou le vol « old english » dont le décor reproduit l'intérieur d'un pub anglais et où les hôtesses sont appelées « soubrettes ».

Détails, parmi une foule d'autres. La ville de New-York consomme pour ses seules illuminations publicitaires nocturnes, autant d'électricité en un jour que toute la ville de Carpentras en un mois. Et la seule ville de Chicago consomme autant d'énergie que le monde entier il y a deux siècles.

DEUXIEME CIBLE : LA PUBLICITE

En France, les dépenses de publicité, totalement inutiles ont triplé de 1960 à 70. En 1975, elles atteindront 8,5 milliards de francs, soit le double des crédits publics consacrés à la santé à la même date. Chaque firme, pour vendre plus que la firme concurrente un produit souvent équivalent, engloutit des milliards dans la publicité. Pour relancer la vente, l'effort porte plus sur le renouvellement de l'emballage que sur l'amélioration du produit.

Particulièrement significatif cet exercice de « gestion » proposé aux élèves ingénieur de l'Ecole centrale : « Le lancement du Micropenta, nouveau produit, a été magistralement mené l'an dernier. On en a vendu pour 2.700.000 F. Malheureusement, le produit a été vite concurrencé par le Mini-Exa de chez Lever et les ventes sont tombées. Moyennant une dépense de publicité supplémentaire de 500.000 F, on peut cependant espérer ramener les ventes au niveau de

l'an dernier. En mettant au point un autre produit, le Maxipenta, dérivé du micropenta moyennant adjonction de phénol, on peut espérer doubler les ventes. Coût de la mise au point du Maxipenta : 1800.000 F.

Solution a : dépenser 1800.000 pour mettre au point le Maxipenta. Solution b : se borner à une campagne de publicité de 500.000 F »

L'Ecole centrale est décidément une grande école de logique capitaliste. Sans commentaires...

TROISIEME CIBLE : LE GASPILLAGE MILITAIRE

Le gouvernement a dépensé, en 1970, 40 milliards nouveaux pour son budget militaire, autant que pour l'Education Nationale. Et 40 % des sommes consacrées à la recherche sont orientées vers la recherche militaire. Le 27 avril dernier, les gouvernements français et allemand ont interrompu la construction de la fusée Europa II, entreprise en collaboration avec la Belgique et les Pays-Bas. Coût des recherches et des premiers travaux : 3,5 milliards. Pour un résultat nul.

Aux Etats-Unis, l'équipement et l'entretien de l'armée impérialiste la plus puissante coûte des fortunes colossales. On estime que, à partir de 67-68, le Pentagone a consacré 10 % de son seul budget de recherche à la mise au point d'armes spécifiquement destinées au Vietnam, soit environ 800 millions de dollars par an (4 milliards de francs), sans compter les dépenses pour des armes pouvant servir aussi bien au Vietnam qu'ailleurs. Depuis 69, le budget militaire des USA oscille autour de 80 milliards de dollars (400 millions de francs), soit deux fois le budget annuel total de la France ! Et on prévoit pour 1980 un budget de 100 à 110 milliards de dollars !

QUATRIEME CIBLE : LE GASPILLAGE DE MATIERE GRISE

Petite histoire. Les services de recherche militaire américains ont mobilisé des chercheurs et des savants pour mettre au point les « oreilles de jungle », ces reni-

fleurs électroniques capables de détecter la transpiration humaine, tout ce qui bouge, respire, fait du bruit, est plus chaud ou plus froid que l'environnement. Très vite en déplaçant, investissant ces détecteurs, les Vietnamiens ont réussi à brouiller, et fausser les informations émises, à faire qu'elles induisent l'état-major en erreur. Il a fallu remettre les chercheurs au travail pour intégrer aux détecteurs un système d'autodestruction miniaturisé, déclenché automatiquement pour le déplacement de l'appareil.

En tout des heures et des heures de travail, payées au prix fort. Et pour quel résultat ? Quel usage ? Encore un exemple parmi d'autres, des milliers d'autres.

Pourtant, aujourd'hui en France 700 000 smicards n'ont que 788 frs mensuels pour vivre ; et un tiers des salariés pès de 5 millions de travailleurs, gagnent moins de 1200 francs par mois. Et on meurt de faim dans le monde ! Et le nombre des analphabètes est passé en dix ans de 700 à 800 millions !

En 1960, les pays capitalistes dits « riches » avaient fixé 1 % de leur produit national d'aide aux pays qu'ils pillent et exploitent intensément par ailleurs. Depuis, l'aide a été réduite et ne représente plus pour les Etats-Unis, principal donateur que 0,5 % de son produit national ! Une aumône ! Et encore, les trois-quarts de cette aumône ne sont pas un don, mais un prêt remboursable. De sorte que la dette des pays sous-développés est passée de 9 milliards de dollars en 1955 à 60 milliards en 1970 !

Ce gaspillage monumental n'est pas fortuit. Il n'est pas une bavure. Il n'est que le revers inséparable du système. Il s'agit d'un gaspillage où tout n'est pas perdu pour tout le monde. Pour General Motors, l'amélioration du claquement des portières n'est pas un gaspillage, mais un moyen de vendre, au même titre que la publicité. Pour les militaires, pour les gouvernements, et pour les patrons, le budget militaire et la recherche militaire ne sont pas davantage un gaspillage, mais le prix nécessaire au maintien de l'ordre établi, intérieur et international. Et quand une minorité opprime et exploite une majorité de travailleurs, quand un pays comme les Etats-Unis absorbe 1/6 des richesses du monde ou 1/15 de la population, le maintien de l'ordre coûte nécessairement très cher : il faut acheter des mercenaires et perfectionner sans cesse les armes pour continuer à l'imposer à la masse de ses victimes.



REPARTITION EN POURCENTAGE DES OUVRIERS SELON LA DUREE HEBDOMADAIRE DU TRAVAIL

	Total	Durée hebdomadaire de travail :					
		Moins de 40 heures	40 heures	Plus de 40 heures à moins de 44 heures	44 heures à moins de 48 heures	48 heures	Plus de 48 heures
1er octobre 1972.....	100,0	0,6	10,5	25,5	38,2	9,0	16,2
1er janvier 1973.....	100,0	0,8	12,8	31,0	34,4	10,0	11,0
1er avril 1973.....	100,0	0,8	12,1	29,8	33,4	9,6	14,3

ses effets étaient compensés en partie par la réduction du taux d'absentéisme. Selon l'Institut Max Plank, une réduction d'horaire est compensée à 65 % par la diminution de fatigue dans le cas d'une journée ramenée de 10 à 9 heures de travail, à 45 % pour une réduction de 9 à 8 h, et à 36 % pour une réduction de 8 à 7 h. En Australie une réduction de 4 heures par semaine (de 44 à 40 heures) appliquée à 71 usines a donné en moyenne 2 % d'augmentation de la productivité grâce à une simple réorganisation des services. Et tout cela dans le cadre de pays capitalistes où les travailleurs continuent à subir le travail en miette sans avoir leur mot à dire sur l'organisation et le but de leur travail, et encore moins de l'économie en général. Une étude effectuée en France en 1948 montrait ainsi que sur 1000 salariés le nombre d'absents varie de 76 à 35 selon que la semaine de travail est de 46 ou de 43 heures.

Autre conséquence de la durée du travail, l'augmentation du nombre et de la gravité des accidents du travail. Pendant l'année 1960-61 ou la durée du travail a été l'une des plus longues de l'après-guerre, les accidents du travail ont augmenté en France de 13,5 % ! Une étude faite par des médecins de la région parisienne établit que 27 % des accidents touchent des ouvriers travaillant 8 à 9 heures par jour, et 38 % des accidents touchent des ouvriers travaillant plus de 9 heures. Or, la moyenne reste en France de 1,1 million d'accidents de travail par an pour 13 millions de salariés. Chaque jour 6 travailleurs meurent dans une usine ou

sur un chantier. En 70, l'ensemble des accidents du travail a représenté une perte de 138 millions de journées de travail, soit l'équivalent de l'arrêt pendant un an de douze fois l'ensemble des usines Renault.

Au moment où l'on parle d'augmentation du chômage, il faut avoir toutes ces données bien présentes à l'esprit.

LES 35 HEURES, NECESSAIRES ET REALISTES !

Il faut savoir en outre qu'en France l'ensemble des usines tournent à 80 % de leurs capacités, qu'il manque des millions de crèches, d'écoles, de logements, qu'il manque des millions de médecins et d'enseignants. En un mot, qu'il y a largement de quoi sur la planche pour tous. A condition que le but recherché ne soit plus le profit individuel des capitalistes, mais la satisfaction des besoins collectifs.

A condition de supprimer les heures supplémentaires et de réduire le temps de travail sans diminution de salaire ni augmentation de cadence. A condition de partager l'ensemble de la besogne entre tous les bras disponibles. A condition d'assurer le plein emploi.

Déjà en 1967, la Commission de la Main d'Oeuvre estimait possible le retour immédiat aux 40 heures, moyennant l'embauche de 800 000 nouveaux travailleurs. Or, à cette date, 2/3 des femmes n'avaient pas d'emploi, la plupart parce que leurs tâches domestiques étaient incompatibles avec un emploi régulier. Et on estimait qu'une mère de trois enfants

ayant un emploi faisait en réalité 84 heures de travail hebdomadaire en additionnant son travail domestique et son travail au-dehors. La Commission de la Main d'Oeuvre estimait à 500 000 le nombre de femmes qui pourraient (et pour la plupart souhaiteraient) prendre un emploi à condition que leurs tâches domestiques soient socialisées (multiplication de crèches 24 heures sur 24, blanchisseries collectives, cantines de qualité et bon marché).

Autre source de main d'œuvre : la jeunesse. La durée du service militaire permet de doser selon les besoins le réservoir de main d'œuvre. L'encasernement pendant une année, avec la perte de temps durement ressentie par les conscrits, a pour fonction essentielle l'embranchement. L'apprentissage des armes réduit au temps des classes, sur les lieux d'habitat et de travail, libérerait des dizaines de milliers de jeunes par an.

Pour toutes ces raisons la réduction massive du temps de travail est nécessaire et réaliste. Des maintenant, les métallos anglais, et italiens, ont fait leur revendication de la semaine de 35 heures. Alors qu'en France, en 71, avec 45,5 heures, la semaine de travail restait la plus longue d'Europe. Les travailleurs français doivent aussi exiger la semaine de 35 heures et l'échelle mobile des heures de travail. Aux Etats-Unis, il y a déjà plusieurs années que la principale revendication des syndicats, pourtant hyper-réformistes et bureaucratiques, porte sur la semaine de 30, et même de 25 heures, sans qu'elle paraisse outrancière ou ridicule.

LES 40 HEURES... EN 1977 !

Le procès verbal des accords de Grenelle, le 27 mai 1968, déclarait : « Le CNPF et les confédérations syndicales ont décidé de conclure un accord-cadre dont le but est de mettre en œuvre une politique de réduction progressive de la durée hebdomadaire du travail en vue d'aboutir à la semaine de 40 heures ».

Résultat : la durée hebdomadaire moyenne de la semaine de travail, qui était de 45,7 heures en 68, a diminué de 1 h 57 minutes en 5 ans ! Elle était de 43 h 23 en décembre 72. Si la réduction moyenne de 40 minutes par an se poursuivait, on atteindrait les 40 heures vers l'automne 1977, 41 ans après les accords Matignon.

Et encore : dans le bâtiment, en 1972, la semaine de travail reste de 48 heures en moyenne, 47,5 heures dans l'extraction des minerais, 46 heures dans le bois et l'ameublement. Ce sont des horaires parmi les plus lourds du monde (et encore n'intègrent-ils pas le travail noir qui reste fréquent !). Aux Etats-Unis la semaine est de 37 heures dans l'industrie, en Allemagne de 43.

En 1930, la semaine de travail en France était de 47 heures, en 1936 de 40 heures, en 1945 de 44 heures : les progrès technologiques en 40 ans ont peu profité aux travailleurs, les patrons ont réalisé de copieuses bénéfices.

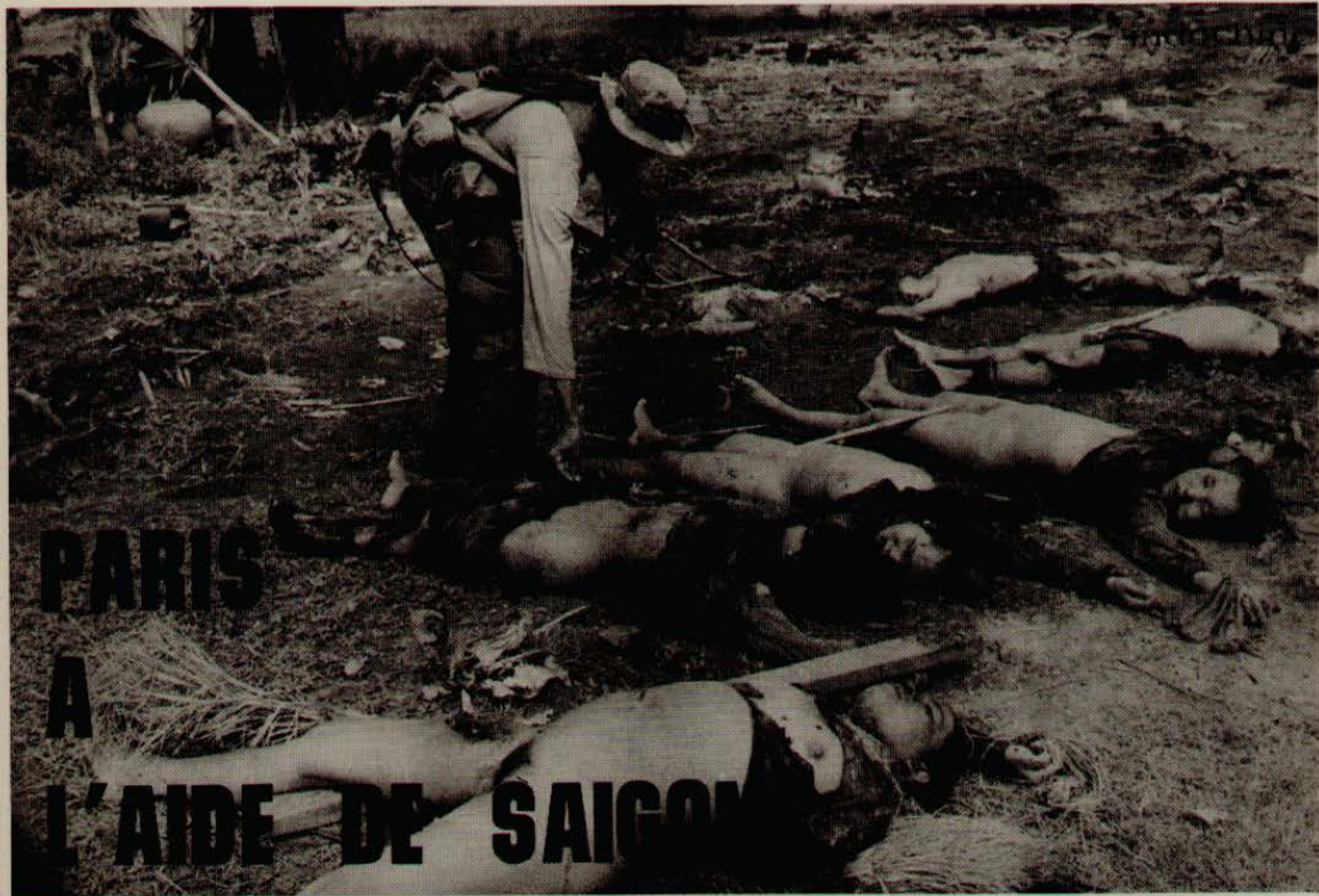
La réduction massive du temps de travail ne permettrait pas seulement de résorber le chômage, d'assurer le plein emploi, elle permettrait encore de commencer à vivre autrement.

Pour ne prendre qu'un exemple, la réduction du temps de travail permettrait d'abolir la notion de retraite. Aujourd'hui la revendication d'abaissement de l'âge de la retraite est fondamentale pour les travailleurs. Pourtant beaucoup souffrent de la coupure brutale que constitue le départ à la retraite : ils ont été pressés comme des citrons toute leur vie, et puis, du jour au lendemain, plus rentables, au rencart, avec une aumône ! Une enquête a prouvé qu'un cadre retraité sur deux aurait préféré travailler plus longtemps. Nombre de travailleurs aussi, mais à leur rythme, avec des horaires réduits, et à condition d'avoir été moins surmenés tout au long de leur vie.

Beaucoup plus fondamentalement, la réduction massive du temps de travail est la condition même pour que les travailleurs dans leur masse aient le temps et le goût de s'intéresser à l'organisation de leur travail et de la société dans son ensemble, d'élaborer collectivement et démocratiquement un plan économique, de prendre part aux grandes décisions politiques. C'est une des conditions fondamentales de la société socialiste.

C'est aussi le moyen de libérer des millions et des millions de cerveaux de la routine et de l'abrutissement quotidiens. De leur donner l'envie et la possibilité d'inventer, de créer, de bâtir un monde tout différent, tel qu'une poignée de chercheurs d'élite actuels n'auraient jamais assez d'imagination pour le concevoir. On s'est émerveillé de l'imagination des grévistes de LIP, ce n'est qu'un avant-goût de ces possibilités ouvertes par la libération des travailleurs. Mais pour y arriver, il faudra briser la logique du profit, et l'Etat qui la protège.

D.B.



PARIS A L'AIDE DE SAIGON

« Malgré les impondérables de la situation politique les deux Vietnam et le Laos offrent des possibilités d'investissements non négligeables... »

« Le sentiment et le négoce peuvent faire bon ménage dans cette partie du monde »

« Entreprise »
14.12.73

Le 6 décembre, Paris accordait à Saïgon un prêt de 100 millions et un don de 10 millions de francs. Cette décision fait suite à la reconnaissance de fait par le gouvernement français du régime fantoche comme « représentatif » de l'Etat du Sud-Vietnam et à une intense activité diplomatique et économique. Elle fut préparée par d'officieux voyages de François Missoffe dans le Sud-est asiatique et des échanges de missions économiques, (7 industriels et banquiers français visitaient Saïgon lors des négociations de Paris entre Giscard d'Estaing et Chau Kim Nham). Et aujourd'hui, la très patronale revue « Entreprise » exhorte les investisseurs français à s'intéresser plus à l'Indochine alors que « notre » gouvernement organise des dîners-rencontres entre l'ambassadeur fantoche, Nguyen Dug Quang, et des hommes d'affaires.

LA PLACE DU CAPITAL FRANÇAIS

Après les accords de Genève, en 1954, l'influence française s'est vue globalement supplantée par celle des USA. Les intérêts français sont, pourtant, restés importants au Sud-Vietnam dans l'industrie (industries alimentaires, chimiques, pharmaceutiques et mécaniques et électriques, dans les tabacs et allumettes, le caoutchouc, ciment et amiante-ciment, aluminium, verrerie, textiles et transports), les plantations (caoutchouc, thé et café) et dans la banque (1). Au Laos, fort peu industrialisé, l'essentiel des investissements est toujours français (dans l'étain et les « brasseries de l'Indochine »). Les Etats-Unis contrôlent ce qui est aujourd'hui l'essentiel : le budget, l'administration, l'armée et la police fantoche. Mais la nouvelle stratégie impérialiste de Washington, visant à faire assumer plus largement par le « monde libre » — et tout particulièrement le Japon, l'Allemagne Fédérale et la France — le soutien aux régimes à sa dévotion offre au gouvernement français l'occasion d'une revitalisation de sa « présence ». Pour gagner de nouvelles portions du marché régional du Sud-est

(1) Voir « La France complice de Saïgon », document FSI N° 7.

asiatique d'abord. Pour mieux se placer, avec les compagnies ELF, CFP et Aquitaine, dans la prospection du pétrole sous-marin. Pour tenter même d'arracher des marchés militaires. La France a le triste privilège d'être le 3ème marchand de canons du monde. Et « Le Monde » du 5 mai nous apprenait que des discussions étaient engagées pour la vente à l'armée fantoche d'hélicoptères français.

LA GARANTIE POLITIQUE

Dernièrement, l'extension de la cimenterie de Ha-Tien a été décidée grâce à l'appui d'un consortium de banques françaises, ainsi que l'installation près de Saïgon d'une usine Isostat.

Mais malgré tous les efforts gouvernementaux, il ne semble pourtant pas que les industriels français, à l'instar des allemands et des japonais, soient prêts à investir massivement. L'avenir politique du Sud-Vietnam, comme de toute l'Indochine reste trop « incertain ». Symboliquement, le jour de la signature des accords économiques franco-saïgonnais, Thieu, procédait à la 9ème dévaluation de la piastre de l'année. Et l'inquiétude des milieux dirigeants fantoches ne se cache plus. Fin novembre, de nombreux parlementaires saïgonnais — favorables à Thieu — étaient amenés à déclarer que « nous luttons dans une situation où la confiance du peuple est ébranlée par l'état de l'économie et des finances, parce que les dirigeants économiques et financiers manquent à leurs responsabilités, sont paresseux, parce qu'un certain nombre de hauts fonctionnaires sont indignes et profitent des événements dans leur propre intérêt. (ils doivent) être déférés devant les tribunaux au même titre que les criminels pour avoir provoqué le mécontentement de la population l'insécurité dans la société pour avoir directement aidé l'ennemi » (2). Et ce, un mois après que le régime fantoche ait solennellement remanié le ministère de l'économie (et l'état major) pour en finir « une fois pour toutes » avec le gaspillage !

Ce qu'illustre de telles déclarations, c'est la profondeur de la crise du régime Thieu jusque dans les zones qu'il contrôle. Cette « incertitude » quant à l'avenir politique, ni « Entreprise », ni Missoffe n'ont pu la cacher. Et les gouvernements occidentaux se refusent toujours à assurer les investissements de leurs ressortissants contre ces risques. Ils se contentent de mettre en valeur le bas prix et la qualification de la main-d'œuvre et les facilités

(2) « Le Monde » du 30-11-73

légales extrêmes accordées aux investisseurs étrangers — notamment la capacité de rapatrier sans difficultés capitaux et bénéfices. Dans ces conditions, les possibles investissements de capitaux étrangers ne se feront probablement que dans des secteurs à rentabilité financière immédiate.

L'FNJEU

Or ceci est bien en-deçà de ce dont Saïgon a besoin. La seule chance de survie du régime fantoche, à terme, réside en effet à engager un développement économique qui lui permette de stabiliser la situation sociale dans les zones qu'il contrôle, puis à opérer une reconquête militaro-politique des zones libérées. Or cela demanderait des investissements massifs et à longs termes. Le terrain économique est aujourd'hui l'enjeu d'une bataille décisive. Le maintien en activité de l'appareil militaro-policière de Thieu englutit la totalité de l'aide financière, l'inflation et le chômage nourrissent la croissance de l'opposition urbaine, le renforcement des zones libérées consécutif à l'arrêt des bombardements US en fait un pôle d'attraction pour les populations miséreuses des villes. Ce n'est pas une aide timide et prudente qui peut inverser cette tendance.

Mais si les dernières décisions du gouvernement français ne peuvent permettre au régime fantoche de surmonter ses contradictions, son attitude n'en n'est pas moins une aide politique très appréciable et appréciée par Saïgon.

LE CAMP IMPÉRIALISTE

Pompidou prétend maintenir la balance égale. Le vendredi 21 décembre des accords étaient signés avec Mai Van Bo qui accordaient à la RDVN exactement les mêmes avantages qu'à Saïgon. Mais cette politique avalise sur deux problèmes essentiels les projets de Thieu. En niant la représentativité du GRP et en acceptant de fait la théorie chère aujourd'hui aux fantoches des « deux Vietnam ». Ou'un des principaux signataires des accords de Paris, qui avait entretenu et continue à entretenir des relations avec le GRP, prenne ainsi des décisions qui contreviennent à leur lettre comme à leur esprit, voilà qui suscite la reconnaissance ouverte de Saïgon. La RDVN et le GRP ont, eux, officiellement protesté. La RDVN en ne nommant pas d'ambassadeur à Paris, en retardant le voyage de Missoffe à Hanoi et par de violents articles du quotidien

Nuan Dan. Le GRP par les déclarations de son représentant en France, Hieu.

Au-delà de la recherche de nouveaux profits néo-coloniaux en Asie du Sud-est, c'est la volonté de Paris de participer plus activement à la politique engagée par Washington au nom des intérêts du monde capitaliste tout entier qui est mise en lumière. En contribuant à des projets politico-économiques tel celui d'aménagement du Mékong, comme en appuyant directement et pleinement le régime Thieu sur la scène internationale, la France s'affirme ainsi aujourd'hui l'un des derniers et des plus fermes soutiens, après les USA des fantoches indochinois !

Reconnaissance du GRP et du GRUNK !

Rupture des relations avec Saïgon ! Arrêt de toute aide directe ou indirecte aux régimes fantoches !

Pierre Rousset

QUAND JOBERT DEVIENT PRUDENT

En juillet dernier, notre nouveau ministre des Affaires étrangères, Michel Jobert, s'était expliqué en termes lapidaires sur la politique française à l'égard du Cambodge. Répondant à un député, il s'était exclamé, pour justifier l'appui fourni au régime Lon Nol : « Qui veut du prince Sihanouk ? »

Cinq mois plus tard, le ton a changé : « La politique du gouvernement français répond aux réalités actuelles de la question cambodgienne et témoigne qu'il en suit l'évolution avec attention... Les événements qui ont marqué cet été... montrent qu'une solution du problème cambodgien doit prendre en considération les positions du gouvernement du prince Sihanouk... » D'où abstention de la France lors du dernier vote à l'ONU sur la représentativité du GRUNK et de Lon Nol.

Les intérêts de l'impérialisme français réclament un minimum de réalisme. Et le changement tardif de ton de Jobert reflète les gains marqués sur le terrain comme sur l'arène internationale par le FUNK. Mais l'actuelle position du gouvernement français peut aussi tendre à rechercher une « troisième solution » face à un régime fantoche incapable et un FUNK GRUNK dominé par les révolutionnaires.

Malheureusement pour l'impérialisme mondial, les éléments de cette « troisième voie » qui préserverait l'essentiel de leurs intérêts au Cambodge semblent particulièrement inexistantes. Et la politique du mouvement anti-impérialiste ne se satisfait pas de demi-retraites.

Imposons au gouvernement français la reconnaissance du GRUNK !

LA JUNTE S'EMEUT POUR VILARIN

LETTRE DU MIR A ROUGE

Pour la première fois depuis le coup d'Etat, la presse chilienne — la presse fasciste — a parlé d'actions hostiles à la junte et à ses représentants. Elle l'a même fait très longuement et avec détails et indignation. C'était le 17 décembre, au lendemain de l'action organisée contre Villarín, et sa présence à Paris.

La presse de la junte se montre à la fois scandalisée et triomphante de l'« accueil » qui a été réservé à ce citoyen chilien. Un citoyen pas comme les autres tout de même puisqu'il a sa part de responsabilité dans l'organisation des massacres de ces quatre derniers mois... Triomphante ? Parce que selon ces plumitifs, l'action contre Villarín prouve combien la « défaite du marxisme » au Chili a été importante pour le mouvement révolutionnaire international. Si importante, qu'elle motive de tels actes de « vengeance ».

Ainsi, ceux qui sont à l'origine de cette « défaite historique » sont-ils considérés comme des héros à la dimension historique et interna-

tionale. C'est une question de logique. Ainsi grâce à cette opération visant à magnifier les Pinochet, Leigh et consorts, les travailleurs chiliens auront appris qu'ils ne sont pas seuls et isolés dans leur lutte contre le fascisme... Qu'ici et là, sous des formes diverses, ils sont activement soutenus, qu'un mouvement de solidarité existe.

« L'écho au Chili a été considérable », écrivent les camarades du MIR qui nous ont fait parvenir ces informations. Ils continuent ainsi : « Félicitations aux camarades de Rouge, des Comités Chili, à Krivine et à tous les militants contre le fascisme chilien. Les dizaines de milliers de manifestants d'abord, de telles actions ensuite, sont un encouragement des plus précieux à notre lutte, à celle des travailleurs. Répercutés grâce à la bêtise fasciste dans tout le Chili, ils redonnent du cœur et du courage à tous ceux qui après la défaite se sont pris à douter. Merci camarades ! ».



FEDERICO WILLOUGHBY: "El marxismo tuvo en Chile el fracaso del siglo".

El Secretario de Prensa de la Junta de Gobierno, Federico Willoughby, declaró que el ataque contra León Villarín y la delegación chilena en París es otra muestra de que el marxismo internacional ha perdido totalmente la serenidad.

Interrogado sobre lo ocurrido en la capital francesa, Willoughby declaró: "La desesperación comunista, que perdió en Chile su batalla política más importante en este siglo, se está convirtiendo en histeria."

"Hemos tenido información cabalgática que 30 mercenarios, encabezados por Alain Krivine, director rentado del Partido Comunista francés, ocuparon un sencillo hotel parisiense, en un acto contra viajeros chilenos".

"Es otra muestra de que la derrota en Chile los ha hecho perder toda clase de serenidad".

"Los comunistas intentaron en este país destruir la

democracia con la misma demencia. Ese experimento fracasó, y por muchos esfuerzos que hagan cada día es más fuerte en el mundo el efecto de esta verdad chilena".

"Cualquiera que sea el envase, siempre el comunismo soviético conduce a la tiranía. Somos un país pequeño, pero nuestro ejemplo ya está produciendo efectos electorales y políticos en este continente y en Europa".

"Nuestro ejemplo de alejarnos de los extremismos y de unir a la nación, desespere a estos legionarios, que no entienden de trabajo, orden y honor".

"Los viajeros chilenos han soportado amenazas y ataques del comunismo por tres años y no tememos por ellos".

El Secretario de Prensa de la Junta de Gobierno concluyó: "La cultura y la amistad de Francia y su pueblo no la avisan treinta exaltados".



ESTA ES LA DELEGACION CHILENA que fue atacada por extremistas de izquierda franceses.

● Le secrétaire de presse de la junte Federico Willoughby a donné lecture au cours d'une conférence de presse de la déclaration suivante du gouvernement à propos de la séquestration de Villarín à Paris :

« Le désespoir du communisme qui a perdu sa bataille politique la plus importante de ce siècle se transforme en hystérie. Nous avons reçu la nouvelle télégraphiée selon laquelle un groupe de mercenaires exaltés dirigé par Alain Krivine, directeur permanent du Parti Communiste Français a occupé un hôtel parisien connu, en manifestation contre les voyageurs chiliens. C'est une nouvelle preuve de ce que la défaite au Chili leur a fait perdre toute sérénité. Les communistes voulaient dans ce pays détruire la démocratie au nom de la démocratie. Cet échec

consommé, et quels que soient les efforts qu'ils fassent, la répercussion de la vérité chilienne dans le monde sera chaque jour plus forte. Quelle que soit sa forme, le communisme soviétique conduit toujours à la tyrannie. Le Chili est un petit pays mais son exemple produit déjà des effets électoraux et politiques sur ce continent, et il en produira aussi en Europe. Notre exemple, la décision de la junte de se tenir à l'écart des extrémistes et d'unir la nation désespèrent ces légionnaires qui ne veulent rien savoir de l'homme, du travail ni de l'honneur. Les voyageurs chiliens ont supporté des menaces et des attaques du communisme durant des années, et nous n'avons pas peur pour eux. La culture et l'amitié de la France et de son peuple, ce ne sont pas trente exaltés qui peuvent la compromettre. »

● COMMUNIQUE

A LA CLASSE OUVRIERE ET AU PEUPLE

1) Nous accomplissons le devoir d'informer les travailleurs du Chili et du monde que Bautista van Schowen Vasey, membre de la Commission Politique du MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire), professionnel de la Révolution, agitateur et propagandiste du peuple, médecin, âgé de 30 ans a été arrêté par la Dictature gorille, l'après-midi du jeudi 14 décembre à l'église des Capucins de Calle Catedral à Santiago du Chili.

2) Notre camarade si ami a été détenu au moment où il accomplissait ses tâches, en conséquence d'une situation accidentelle. Le MIR ne s'assie pas. Le reste de la direction du MIR reste à son poste, accomplissant ses tâches.

3) Il y a déjà plusieurs jours et nuits que Bautista van Schowen est soumis aux plus sauvages tortures, ayant été physiquement déchiré par ses tortionnaires : son assassinat par la dictature gorille est imminent.

4) Les tortionnaires et assassins, et leurs chefs, dans l'Histoire, n'ont jamais échappé à leur châtiment, que ce soit au Chili ou à Nuremberg, en Espagne ou en Argentine.

5) Nous en appelons à la classe ouvrière et au peuple chilien, aux travailleurs, révolutionnaires et véritables démocrates du monde entier pour exiger la cessation des tortures sur Bautista van Schowen, pour empêcher son assassinat et exiger sa libération et celle de tous les prisonniers de la dictature gorille.

Luttons pour la liberté au Chili ! Exigeons une augmentation des salaires de 100 % pour compenser la hausse du coût de la vie !

La résistance populaire contre la dictature gorille triomphera !

Secrétariat National du MIR
20 décembre 1973.

París: Extremistas Sitieron a Vilarín



LEÓN VILARÍN

PARÍS, 16 de la Confederación de Transportistas de Chile permitieron escapar a Villarín.

Villarín, presidente de Comisiones de Transportistas de Chile, fue detenido en París por un grupo de extremistas chilenos.

En su parir, el Comité de Apoyo a los Trabajadores de Transportistas de Chile, que se encuentra en París, se encuentra en un estado de alerta.

Ultimas Noticias

El episodio del que fue protagonista Villarín se produjo al día siguiente de la liberación por un grupo de socialistas franceses de la oficina parisina de la Oficina de Aviación LAS.

EXTRAITS

DE

ULTIMAS

NOTICIAS

León Villarín presidente de la confederación des transporteurs du Chili a été séquestré pendant deux heures ce matin dans son hôtel qui fut occupé par un groupe hostile à la junte militaire chilienne. A huit heures locales, quelques soixant personnes du comité d'appui aux luttes révolutionnaires du peuple chilien, dirigée par Alain Krivine, ex-secrétaire général de la Ligue Communiste française, firent irruption dans l'hôtel. Une partie des occupants repéra la chambre de Villarín et en fit le siège ce qui constitue une sorte de séquestre du dirigeant des transporteurs qui dura jusqu'à ce que, à onze heures, la police française rétablisse l'ordre. Villarín déclara à l'AFP qu'à huit heures du matin ils frappèrent à la porte et demandèrent à son épouse de parler avec lui, en se présentant comme des jour-

nalistas. Il leur fit répondre qu'il n'avait pas de rendez-vous précis et que s'ils désiraient le voir il allait descendre dans le vestibule de l'hôtel à neuf heures et demi. C'est alors qu'ils tentèrent d'enfoncer la porte et qu'ils continuèrent à frapper jusqu'à l'arrivée de la police française. De son côté l'épouse de Villarín signale que les occupants coupèrent la lumière de la chambre... Krivine arrêté, a déclaré qu'une fois de plus le gouvernement arrête les anti-fascistes au lieu d'expulser un fasciste qui représente la junte chilienne. Après la libération de Villarín arrivèrent à l'hôtel l'attaché commercial du Chili en France Jorge Berguno et le délégué militaire chilien à Paris, le colonel Fernando Fernandez. Après avoir déclaré que tous les mauvais moments passent, Villarín exprima ses remerciements à la police française pour sa protection aux citoyens

El sábado las fuerzas del orden llegaron al hotel donde se hospedaba Villarín, pero antes de las 13.00 locales (10.00 GMT), desfilaron a las 10.00 horas, cuando fueron conducidos en coches militares a las oficinas de la policía.

Krivine declaró, al ser liberado, que sus señores el no arresta a los manifestantes, en lugar a la

domingo, antes de viajar Estados Unidos y España. De Venezuela, los extremistas chilenos se dirigen a Caracas.

Villarín pasó la noche en España, el viernes último, y se dirigió a París y esta tarde se dirigió a su casa en París por Gran Bretaña, Alemania Federal e Italia, para regresar a su país vía Chile, Argentina y Brasil.

Según Krivine al respecto al movimiento "Frente Democrático de Chile", Villarín debía haber estado en la palanca en un momento clave a la hora de que aquella

esta tarde, Villarín declaró, al ser liberado, que sus señores el no arresta a los manifestantes, en lugar a la

RUMBO A LONDRES Fueron conducidos a la Embajada de Chile en París, donde permanecerán hasta esta tarde, cuando se les será avisado rumbo a Londres.

Villarín, quien había llegado discretamente a París el viernes último por la noche, está realizando una gira de información por América y Europa.

En América, sus señores fueron sucesivamente Bolivia, Perú, Ecuador, Colombia, Venezuela y San

1 janvier 1974
Chers camarades
Nous félicitons le Comité Chilien et les camarades de Rouge pour leur action contre le bourreau Villarín, Cerbere fidèle de la junte fasciste chilienne. Les travailleurs chiliens auront au que dans cette période d'oppression sauvage du prolétariat chilien, les travailleurs français et du monde entier sont avec eux et que certains au moins sont prêts à faire suivre les actions aux paroles. La Liga Comunista du Chili pour sa part continuera à organiser la résistance sous toutes ses formes dans la mesure de ses possibilités et dans l'optique de la construction d'un parti de combat capable de donner une direction marxiste-révolutionnaire à la révolution socialiste à travers la lutte armée et la mobilisation des travailleurs chiliens organisés. Elle continuera aussi à chercher à constituer un front unique révolutionnaire autour d'une stratégie commune, avec les autres organisations de la classe ouvrière chilienne et la construction de la IVème Internationale trotskyiste, parti mondial de la révolution socialiste.
Hasta la victoria final
Liga Comunista Chilena

bassade du Chili à Paris où ils attendirent jusqu'à l'après midi de prendre un avion à destination de Londres. Villarín qui était arrivé discrètement à Paris le vendredi fait un voyage d'informations en Amérique et en Europe. En Amérique ses escales ont été successivement la Bolivie, le Pérou, l'Equateur, la Colombie, le Venezuela et St Domingue avant de visiter les Etats-Unis et l'Espagne... Selon les déclarations du mouvement français de droite « Faire Front », Villarín devait prendre la parole dans une réunion de soutien à la junte chilienne prévue pour le mercredi suivant à Paris. Le départ de Villarín cet après midi de Paris empêchera la tenue de cette réunion...

« C'est seulement un épisode sans importance a dit Villarín, qui ne gâche pas la visite que nous avons faite et qui nous a permis de discuter avec les membres de l'Union Nationale des Transporteurs Routiers en France. Lors de cette discussion la direction de cette UNTR s'est excusée des incidents de ce matin et nous a invité à revenir en France. Nous avons largement débattu des formes de coopération entre les transporteurs du Chili et de France. »

étrangers qui visitent Paris. Peu avant midi le président des transporteurs du Chili et sa femme abandonneront l'hôtel par la porte de service sous une forte escorte policière. Ils furent conduit à l'am-

“UN MARCHÉ POUR LA FIRME HOECHST INTERESSANT”

Le général Pinochet a récemment reconnu publiquement que la décision du coup d'Etat a été prise dès le 28 mai 1973 et que les militaires s'y préparaient depuis le milieu de l'année 73. L'Humanité du 31 décembre reproduit l'information comme preuve de préméditation. Mais elle n'en tire aucune conséquence, aucune critique de tous les discours tenus bien après le milieu 72, au moment de l'entrée des militaires au gouvernement, et encore obstinément après le « tankazo » de juin 73, sur le « loyalisme » et le professionnalisme de l'armée. Plus s'accumulent les éléments prouvant que le coup d'Etat chilien a été muré et préparé longuement par les défenseurs du capital, plus les responsabilités des réformistes qui ont bercé le prolétariat d'illusions électoralistes et pacifistes, apparaissent écrasantes. Nous nous sommes en outre procuré un rapport envoyé par la filiale à Santiago de la firme chimique allemande Hoechst, à sa direction. Ce rapport montre avec quel cynisme l'ensemble du grand capital international, et non le seul trust américain ITT, a encouragé la préparation du putsch. Nous en reproduisons ici quelques extraits significatifs.

Objet : changement de régime au Chili
L'offensive des militaires que l'on attendait depuis si longtemps est enfin survenue... Nous considérons que l'action des militaires et de la police ne pouvait être planifiée et coordonnée plus intelligemment et qu'il s'agit d'une action qui fut préparée dans le moindre détail et conduite de façon remarquable. Le moment où le coup d'Etat intervint ne pouvait également être mieux choisi. Le chaos économique avait atteint son point maximal. La grève des camionneurs auxquels s'étaient joints un grand nombre d'autres corporations, avait pratiquement paralysé le pays et il régnait une disette de pain aigue et une famine qui entraînaient des pillages. Par ailleurs, les militaires avaient pris connaissance d'informations selon lesquelles le gouvernement populaire avait planifié pour les jours suivants de porter un coup définitif aux adversaires du gouvernement, y compris les hautes sphères militaires, comme cela s'était passé à Djakarta... Le comportement du « gouvernement populaire » au cours des derniers mois apparaît incompréhensible. En dépit de la croissance quotidienne d'une puissante opposition et de l'antagonisme chaque jour plus évident de l'armée, le gouvernement n'était pas prêt à un quelconque compromis qui lui aurait procuré un répit et se plaça ainsi lui-même dans une position intenable. Il ne fait pas de doute qu'il n'existait, pour sortir du chaos instauré par le gouvernement d'Al-

lende d'autre solution politique qu'un recours à la violence militaire... Bien que le « gouvernement populaire » ait à tous points de vue, au plan moral, économique et social mené le pays à la ruine, nous sommes entièrement optimistes quant à la capacité du peuple chilien de se régénérer et ainsi quant à la possibilité de l'économie de se relever. Nous sommes convaincus que le Chili, placé sous une direction énergique, autoritaire et intelligente, débarassée de l'influence de politiciens qui ne servent que leurs intérêts de parti, se trouvera bien vite guéri. La substance de ce peuple est une des meilleures d'Amérique Latine ; c'est ce qu'a prouvé la résistance véritablement héroïque de la population civile et tout particulièrement de la femme chilienne au régime marxiste. Le Chili fait partie aujourd'hui des rares pays du globe qui sont vaccinés contre le virus marxiste et dont on peut attendre pour cette raison qu'ils entrent dans une assez longue période de stabilité politique. 9 années de gouvernement socialiste, nous y incluons les 6 années où Frei était président, ont par ailleurs plus fortement développé le pays sur le plan social que dans la plupart des pays du monde occidental et ont fait disparaître les derniers vestiges d'une époque féodale. Sur le plan économique, ce développement est d'un poids particulier, car la consommation des travailleurs à la campagne et dans les villes s'est accrue considérablement et est devenue un facteur économique important. Le Chili sera à l'avenir un marché d'un intérêt croissant pour les produits Hoechst.

QUIMICA HOECHST Distribuidores de FARBWERKE HOECHST AG. Ho. Pol. Büro 2. Okt. 1973. Santiago-Chile - del 17. September 1973. Wirtschaftspol. Abteilung Handelspol. Büro

'tout l'appareil de la dictature a été sérieusement ébranlé'

Le premier flic d'Espagne, Arias Navarro, vient d'être nommé chef du gouvernement après l'exécution de Carrero Blanco par un commando de l'ETA (V).

Pour ses étrennes, Pompidou s'est empressé de lui offrir ses bons services en expulsant 6 militants du Pays Basque français : Juan Jose Echave, Jose Maria Zumalde, Jose Maria Blasco, Jose Lujua, Ramon Eurrutia et Pedro Akizu ont été déportés dans le Nord de la France et assignés à résidence. Alors que la situation se tend en Espagne et que se préparent de prochains affrontements décisifs, il est de notre devoir de faire échec résolument à tout resserrement de la collaboration policière franco-espagnole, et d'apporter notre soutien aux militants révolutionnaires anti-franquistes. Nous devons obtenir la totale liberté d'action pour l'ETA en France et l'arrêt des contrôles policiers, des assignations à résidence et des expulsions.

C'est le sens de l'appel solennel de nos camarades de la LCR-ETA (VI) dont nous publions l'interview. Alors que le PCE s'obstine à faire croire qu'une main policière peut seule avoir frappé ainsi la dictature, nos camarades, dès le lendemain de l'attentat, appuyaient l'action de l'ETA (V). Ils précisent dans cette interview leur position, les raisons de leur soutien malgré les divergences qui les séparent d'ETA (V), et les perspectives ouvertes après la liquidation de Carrero Blanco.

► **Rouge :** tout d'abord qu'elles ont été les réactions immédiates après la liquidation de Carrero Blanco ? Il semble qu'il y ait eu au sein du régime un mélange de stupéfaction et de début de panique pendant les premières heures qui ont suivi l'attentat.

Oui, c'est vrai. Les premières réactions démontrent clairement une paralysie du régime, frappé de stupeur, et c'est intéressant de l'analyser parce que ça donne un avant-goût de ce qui va se produire à la mort de Franco dans un avenir que tout laisse prévoir assez proche.

Il faut dire que sur le plan technique, l'attentat est d'une perfection technique impressionnante et on comprend qu'il ait stupéfié un régime qui, fort de plus de trente années d'immobilisme, se croit invulnérable et éternel. D'ailleurs la première réaction officielle rejetait purement et simplement l'hypothèse d'un attentat : le communiqué affirmait qu'il s'agissait d'une explosion de gaz !

Plusieurs hypothèses ont couru ensuite sur les auteurs de l'attentat et c'est intéressant de voir comment certaines fractions au sein du régime en sont arrivées à se soupçonner respectivement. La confiance règne ! Le PCE a aussi voulu accréditer la version selon laquelle l'aile dure du régime aurait ainsi voulu prendre en main la situation. Mais cela ne tient pas debout : Carrero Blanco n'avait rien d'un libéral. Au contraire, il apparaissait comme la garantie de la continuité du franquisme à la mort de Franco.

En tout cas ce qui est clair, c'est que tout l'appareil de la dictature a été sérieusement ébranlé et qu'aucune fraction du régime n'a su, ou pu, prendre l'initiative d'une riposte immédiate à l'attentat.

L'armée, bien sûr, apparaissait comme un garant de la situation, mais il s'est écoulé plusieurs heures et même quelques jours d'attentisme inquiet dans les rangs de la bourgeoisie.

Certaines anecdotes sont intéressantes : il y a les mères de famille des quartiers bourgeois se précipitant pour récupérer leurs enfants dans les écoles privées, certaines banques ont dû fermer leurs bureaux parce que les gens se précipitaient pour retirer leurs fonds, ou encore le cas de cette entreprise où les cadres ont purement et simplement quitté les locaux en apprenant la nouvelle...

Il faut ajouter le silence de Franco et son absence à l'enterrement de Carrero Blanco.

► **Rouge :** on a parlé d'une puissante manifestation

franquiste à l'occasion des funérailles. S'agit-il d'une mobilisation de masse ? Quelles ont été les réactions dans les quartiers populaires ?

La liquidation de Carrero Blanco n'a pas fait descendre les travailleurs dans la rue, c'est vrai, mais ce qui est sûr, c'est qu'elle n'a pas endeuillé leurs fêtes de fin d'année ! L'attentat a été très populaire. Dans les quartiers ouvriers tout le monde l'a perçu comme un coup violent et spectaculaire porté à la dictature.

Quant au caractère de la manifestation à l'occasion de l'enterrement, cela n'a rien d'étonnant que le régime puisse faire descendre dans la rue vingt ou trente mille personnes... Tout le personnel de l'administration, entre autres, était mobilisé d'office. Que cela se soit limité à Madrid et que même dans cette ville, la manifestation n'ait pas eu plus d'ampleur, montre au contraire l'étroite base sociale du régime. Même au lendemain des procès de Burgos, les manifestations franquistes avaient eu plus d'ampleur...

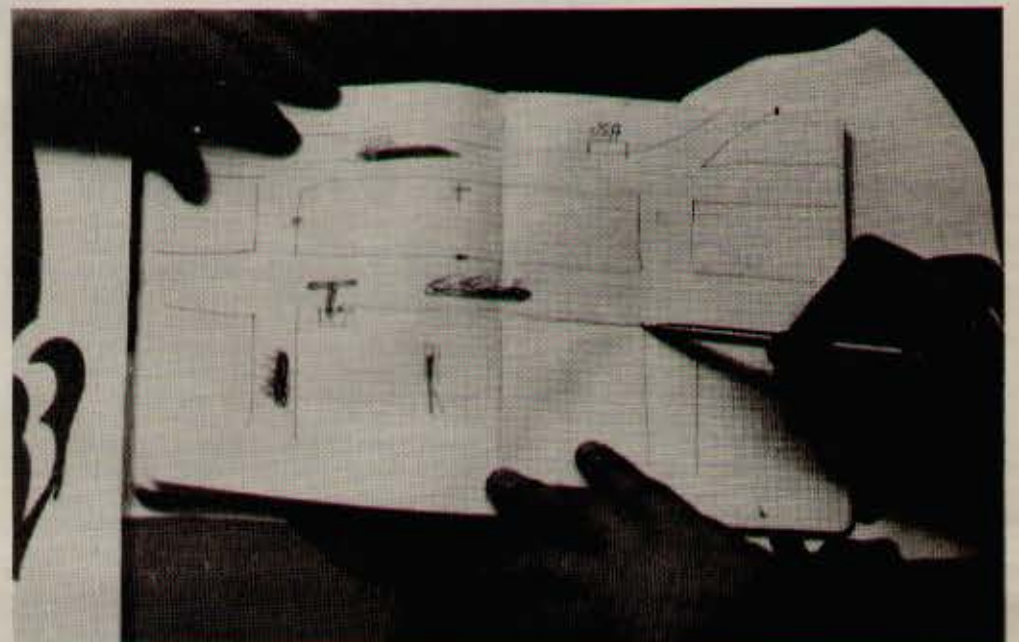
Autre différence d'ailleurs, avec Burgos : l'extrême-droite n'a fait que pointer le nez à l'enterrement en conspuant l'archevêque de Madrid, Tarancon, qui est considéré comme représentant de l'aile libérale dans la hiérarchie ecclésiastique. Mais elle n'a pas pris l'initiative de la riposte comme elle l'a fait, également, quand un policier a été tué dans les manifestations du premier mai cette année à Madrid.

Pour revenir à la réaction des travailleurs et des masses populaires, la liquidation de Carrero Blanco n'a pas provoqué de manifestations de rue contre la dictature. Si elle s'était produite dans le cadre d'une mobilisation de masse, comme pendant les procès de Burgos par exemple, elle aurait pu les stimuler puissamment. Mais aujourd'hui par la responsabilité du PCE, la mobilisation contre le procès des dirigeants des commissions ouvrières est restée à un niveau très insuffisant, sauf à Barcelone. Le jour même de l'ouverture du procès, le 20 décembre, l'attentat a provoqué une telle concentration de police au centre de Madrid que des manifestations auraient pu se dérouler facilement dans les quartiers populaires. Mais rien n'avait été préparé sérieusement : le PCE a saboté toute mobilisation réelle et les organisations révolutionnaires ont été assez durement éprouvées par la répression dans la dernière période.

Mais il serait faux donc de prétendre que l'attentat qui a liquidé Carrero Blanco aurait empêché que se développe la mobilisation contre le procès 1001, ou qu'il n'ait eu aucun écho chez les travailleurs.



GAMMA



forolib

Lors d'une conférence de presse clandestine, des militants de l'ETA (V) expliquent leur action.

► **Rouge :** dès le 21 décembre, vous avez pris position dans une déclaration publique dans les termes suivants : « Autant par la stimulation pour les masses que signifie l'exécution de Carrero Blanco, que par les effets objectifs qu'aura sa disparition au sein de la classe dominante, les conséquences de l'attentat nous paraissent positives. Pour ces raisons, notre soutien à l'action est total. »

Oui, c'est important de bien expliquer notre position. Dans le cas présent, notre soutien va au-delà de la seule reconnaissance inconditionnelle du droit à la violence, y compris au terrorisme, dans la lutte contre la dictature franquiste, une des plus sanglantes qu'ait connues l'histoire et de la défense des militants contre la répression. Cela n'est qu'un point de départ absolument nécessaire mais indépendant de notre appréciation sur le bien fondé de l'action, de ses conséquences et des divergences que nous pouvons avoir avec l'organisation qui la réalise.

Face à l'attentat contre Carrero Blanco, nous prenons une position de soutien positif, actif en affirmant que les effets de cette action sont positifs et favorisent le développement des luttes de masse qui seules abattront la dictature en culminant dans une grève générale révolutionnaire.

Carrero Blanco incarnait plus que tout autre le terrorisme franquiste. Son exécution a été accueillie très favorablement, d'autant plus qu'elle se situe dans le cadre de la lutte contre l'accentuation de la répression. En six mois, le gouvernement formé en juin dernier par Carrero Blanco a mis à son actif un palmarès répressif édifiant : de lourdes années de prison contre les dirigeants des commissions ouvrières, la peine de mort réclamée contre des militants anarchistes à Barcelone, l'assassinat de militants nationalistes révolutionnaires au Pays Basque... Personne ne pense que c'est en liquidant un à un les ministres de Franco que l'on abattra la dictature, pas même les camarades de l'ETA (V) qui ont pourtant une conception militariste de l'affrontement avec l'appareil d'Etat. Mais les travailleurs ont perçu comme un encouragement à la lutte ce coup porté en plein cœur du régime, qui démontre sa vulnérabilité et le prive de son élément-clé dans l'opération succession.

La disparition de Carrero Blanco affaiblit le régime et exacerbe les affrontements entre les différentes fractions de la bourgeoisie incapable d'assumer une transition sans douleur au post-franquisme, au franquisme sans Franco, face à l'essor soutenu des luttes de masses.

Que la répression va s'accroître, c'est évident. Cela ne fait que traduire l'accélération de la crise de la dictature.



La voiture a fait un bond de 35 mètres

En ce sens la riposte des masses contre l'aggravation de la terreur franquiste doit prendre un caractère offensif et préparer le renversement de la dictature.

► **Rouge** : en apportant votre soutien à l'exécution de Carrero Blanco, vous soutenez une action réalisée par FTA (V). Pourtant, non seulement vous avez de profondes divergences programmatiques avec ces camarades, mais encore vous rejetez leur conception de la lutte armée contre la dictature.

Bien sûr. Notre rupture, en tant que ETA (VI), avec les militants nationalistes de l'ETA en août 70, était fondée sur une profonde divergence programmatique et la compréhension de l'impasse où conduisait l'activisme militariste de notre organisation. ETA (V) conçoit la lutte contre l'oppression nationale comme une lutte de libération nationale et non pas comme un élément fondamental mais étroitement imbriqué dans l'ensemble de la lutte de classe à l'échelle de l'Etat espagnol pour le renversement de la dictature franquiste et l'instauration d'une république socialiste fédérative.

Son idéologie nationaliste petite-bourgeoise l'a conduite parfois à prendre des positions réactionnaires et à nier les oppositions de classe en Euskadi même. Mais le développement impétueux des luttes ouvrières révèle les contradictions flagrantes de ses conceptions. Aujourd'hui, ETA (V) s'efforce de lier ses actions armées aux luttes de masse. Mais dans les faits son activité reste presque purement militaire. Il n'y a pas de travail sérieux de propagande, d'agitation et d'organisation dans les usines, les universités et les quartiers populaires.

ETA (V) conçoit le renversement de la dictature comme un processus d'affrontement direct entre l'appareil d'Etat et l'organisation révolutionnaire dont les actions courageuses éveillent la sympathie des masses et provoquent leur mobilisation. Au fond, c'est une conception putschiste qui propage l'illusion que l'action audacieuse d'un petit groupe de révolutionnaires peut renverser la dictature sans s'appuyer sur la violence organisée de la classe ouvrière et des masses populaires.

Nous pensons que les initiatives minoritaires, armées de l'avant-garde doivent se fixer comme objectif de contribuer à l'organisation de l'auto-défense et de la violence de masse, en s'insérant dans les luttes de masse actuelles.

► **Rouge** : on vient d'annoncer comme très probable la nomination de Arias Navarro comme chef du gouvernement. Ce n'est donc pas un militaire qui prend la succession de Carrero Blanco, mais le ministre de l'intérieur. C'est tout un programme...

Oui. Mais ce n'est pas exactement la même chose que si Marcelin était nommé premier ministre en France ! Cela confirme le durcissement du régime, confirme que son seul programme est l'accentuation de la répression pour s'efforcer de bloquer l'essor des luttes de masse qui mettent directement en danger la dictature face aux prochaines échéances : opération succession, perspective de récession internationale...

Il faut bien avoir à l'esprit les difficultés dans lesquelles l'opération succession avait été préparée et le rôle déterminant qu'y jouait Carrero Blanco, pour comprendre que le régime pris de court n'a pas pour le moment de carte de rechange.

Carrero Blanco était aux postes de commande depuis 33 ans, l'homme de confiance de Franco ; on le considérait même comme plus franquiste que Franco. Lié directement à aucune fraction, il semblait capable de jouer tant bien que mal le rôle de Bonaparte que la mort de

L'EXECUTION DE CARRERO BLANCO

«... La répression, comme politique fondamentale du gouvernement Carrero, était devenue une évidence aux yeux des travailleurs et des étudiants.

Que cette accentuation de la répression n'ait pas pu bloquer le mouvement de masse dont l'essor se poursuit depuis les procès de Burgos, nous laisse penser que l'exécution de Carrero, à son tour, loin de freiner la combativité ouvrière et populaire constituera un encouragement à l'extension de la lutte contre la dictature. Elle a révélé la vulnérabilité de l'appareil répressif en la personne d'un de ses hommes clés et à un moment où l'attaque contre les masses et l'avant-garde se faisait plus dure et plus ouverte. La terreur et la consternation ont secoué, dans un premier temps surtout, les rangs de la bourgeoisie. Bien sûr, avec Carrero, ce n'est pas la dictature qui disparaît et ce n'est pas par la succession d'exécutions individuelles qu'elle pourra être renversée. Mais les masses sauront comprendre que si une action individuelle a pu produire de tels effets, la violence révolutionnaire massive et organisée ne pourra être contenue par aucun moyen.

Les effets que cet événement produira au sein de la classe dominante sont évidents. Si on pouvait songer avec quelque réserve à Carrero pour combler, au moment crucial de la succession, le vide que laissera la disparition de Franco, l'éventail des solutions est aujourd'hui très restreint.

Sa triple qualité d'homme de confiance de Franco, de parfait connaisseur de l'appareil d'Etat - dont la cohésion est fondamentale pour la succession - et son prestige d'homme non lié ouvertement à aucune fraction de la bourgeoisie, en faisant l'homme le plus capable pour assurer la transition au post-franquisme. Aucun des candidats à la succession ne peut prétendre à une telle autorité sur les diverses fractions de la classe dominante. Les contradictions en son sein vont s'aggraver et se manifester beaucoup plus ouvertement.

En définitive, autant par l'encouragement pour les masses que signifie l'exécution de Carrero Blanco, que par les effets objectifs de sa disparition au sein de la classe dominante, les conséquences de l'attentat nous paraissent positives.

Pour cette raison notre soutien à l'action est total.

Il y en aura pour dire avec raison que l'exécution de Carrero va supposer dans l'immédiat une aggravation de la répression franquiste pour tenter de rendre le coup reçu. Mais ce serait pur opportunisme que présenter ce fait comme un « argument » pour condamner l'action, parce que cela reviendrait à se réfugier derrière la faiblesse actuelle de l'avant-garde pour refuser de prendre en charge les tâches révolutionnaires que la crise de la dictature pose avec une actualité palpitante... »

extrait de la déclaration du BP unifié de la LCR-ETA (VI) (organisation sympathisante de la IVème Internationale)

Franco laissera vacant et de maintenir un certain équilibre au sein des différentes fractions de la bourgeoisie.

Arias Navarro est incapable de jouer un tel rôle. Il n'a aucune capacité politique, aucune autorité. C'est seulement le premier flic du royaume.

Il faut voir maintenant quel gouvernement va être mis en place. L'équilibre entre les diverses tendances (Phalange, Opus Dei...) sera sans doute maintenu par rapport au précédent gouvernement nommé en juin dernier. Et la politique de répression renforcée.

Ce que montre, en définitive, le choix d'Arias Navarro, c'est le repli du régime sur son passé, sur ses valeurs « sûres » la police et l'armée. Il essaie d'écarter provisoirement tous les problèmes auxquels il se heurte depuis plus de dix ans et qui vont ressurgir brutalement à la mort de Franco ou même avant. Ce gouvernement n'a donc aucun avenir. Ce n'est qu'une solution de sauvegarde à court terme.

► **Rouge** : en matière de répression, on ne va pas être long à connaître sa politique. Le verdict du procès 1001 vient d'être rendu : les dirigeants des commissions ouvrières sont condamnés à des peines de prison exorbitantes, de 12 à 20 ans. Et le procès des militants anarchistes du MIL devrait s'ouvrir bientôt...

Ces militants sont en danger de mort. Lors de leur arrestation, l'un d'eux s'est défendu et a abattu un flic.

Leur procès était prévu en décembre mais a été reporté. Le procureur réclame deux peines de mort et le gouvernement actuel est peu enclin à la clémence. Plus que jamais, seule une mobilisation de masse peut les sauver.

C'est aussi le cas des camarades de l'ETA (V) qui se sont réfugiés en France et sont accusés d'être les responsables de l'attentat. Tu as vu la campagne hystérique de la presse qui réclame leur extradition.

Il est très important que vous développiez une puissante mobilisation en France comme vous l'aviez fait contre les procès de Burgos pour empêcher que le gouvernement français ne les livre au bourreau et pour s'opposer à toute mesure d'extradition, d'expulsion ou d'assignation à résidence des militants révolutionnaires basques en France.

Nous voulons profiter de cette occasion pour lancer un appel solennel à toutes les organisations révolutionnaires, ouvrières et anti-fascistes pour que leur mobilisation empêche un nouveau crime fasciste : il faut sauver les militants anarchistes de Barcelone, il faut sauver les militants nationalistes révolutionnaires basques !

Nous savons que les traditions de la lutte contre le fascisme sont solidement ancrées dans la classe ouvrière française et qu'elle a déjà su se ranger aux côtés du prolétariat espagnol dans les moments décisifs. Nous avons confiance qu'elle se dressera à nouveau contre tout crime de la dictature franquiste et deviendra ainsi une force d'appoint décisive pour son renversement révolutionnaire.



Barcelone : manifestation contre la répression le 21-12-73



ROGER VIOULET

СОГРЕТЫЕ СТАЛИНСКИМ СОЛНЦЕМ,
ИДЕМ МЫ, СТРАЖИ ВОЛНЫ,
ДОРОГУ ВИДЕЛИМ КТОМЦАМ
ВЕЛИКОЙ СОВЕТСКОЙ СТРАНЫ

« Réchauffé par le soleil de Staline, nous allons avec un grand courage sur les chemins joyeux du grand pays soviétique » ...

L'opposition à un tournant

Les divers mouvements des nationalités opprimées sont les seuls courants oppositionnels importants à avoir jusqu'à ce jour, réuni à la fois des ouvriers et des intellectuels dissidents au sein des mêmes organisations. C'est en aidant l'organisation des Tatares de Crimée, exilés en masse par Staline, par exemple que Grigorenko et son groupe de militants pour les droits civiques stimula un début de mouvement de masse. Afin de comprendre les mouvements nationaux, il est essentiel de saisir quelques uns des traits les plus importants de la question nationale telle qu'elle se pose aujourd'hui en Union soviétique.

La politique bolchévique des nationalités encourageait le développement des langues et des cultures nationales dans le but d'élever le niveau culturel et d'éducation des masses non-russes qui avaient été opprimées par le régime tsariste. Ce souci participait également d'une politique destinée à assurer que les masses non-russes puissent participer et contrôler l'appareil administratif de leur république, un appareil qui — sous le régime tsariste — avait été entièrement dans les mains des colonisateurs russes. Une telle politique n'était évidemment pas du goût des anciens bureaucrates tsaristes et cette couche de la petite bourgeoisie colonisatrice devait par la suite se rassembler sous la bannière de la réaction stalinienne. L'essence de la politique léniniste des nationalités, exprimée par un communiste lors du douzième congrès du Parti était : « ...Ou'il valait mieux forcer dix grands russes chauvins et nationalistes, à apprendre le langage du pays dans lequel ils vivaient, plutôt que de forcer un seul paysan à maltraiter sa langue maternelle dans un bureau du gouvernement. » Pour les staliniens, il valait mieux forcer dix paysans à maltraiter leur langue maternelle que de déranger un bureaucrate grand russe.

Aujourd'hui, dans la plupart des républiques non-russes, la division linguistique coïncide avec une division sociale.

Ivan Dzyuba, un opposant ukrainien écrit : « ...Ici la question nationale se développe de nouveau dans un contexte social : nous observons que, dans la vie citadine ukrainienne, la langue du pays est en un certain sens opposée, en tant que langue utilisée par les couches dites

inférieures de la population (concierges, domestique, main-d'œuvre non-spécialisée, travailleurs nouvellement embauchés, travailleurs à la chaîne, et ce, particulièrement dans les faubourgs), à la langue russe en tant que langue de la couche dite « supérieure », « mieux éduquée » de la population — « capitaines d'industrie » employés et intelligentsia. Il n'est pas possible de faire abstraction de cette scission : la barrière linguistique aggrave et exacerbe les divisions sociales. »

Il en conclut qu'« il est faux d'opposer les problèmes sociaux aux problèmes nationaux sous prétexte que les premiers sont plus importants et plus immédiats. Les problèmes nationaux sont toujours des problèmes sociaux, des problèmes de stratégie politique de classe. » (1)

LES MOUVEMENTS EN UKRAINE

Les mouvements nationaux d'Union soviétique diffèrent considérablement : ils concernent des nations à des stades de développement inégaux et aux passés historiques radicalement différents. Je n'examinerai ici que les courants politiques d'Ukraine, la plus grande des républiques non-russes, d'une population de plus de 40 millions d'habitants, à l'industrie très développée et au territoire plus vaste que la France. D'une manière générale, ces mouvements peuvent être divisés en mouvements marxistes et en mouvements nationalistes.

Parmi les mouvements ukrainiens, les meilleurs exemples du courant marxiste sont ceux de Dzyuba (2), de Vyacheslav Chornovil et d'une organisation dénommée « Union des travailleurs et des pay-

Nous publions ci-dessous un article analysant les tendances récentes de l'opposition en URSS. Centré autour de l'étude des tendances oppositionnelles parmi les nationalités opprimées en URSS et les courants qui se réclament du socialisme, cet article n'examine pas les tendances plus confuses, d'inspiration religieuse, voire ouvertement réactionnaire que nous analyserons ultérieurement dans Rouge.

sans », qui est apparue au début des années soixante. Ce courant attaque le chauvinisme grand russe au nom de l'internationalisme et plaide pour un retour au léninisme. Ce sont aussi les groupements qui ont le mieux compris les conséquences sociales pour la classe ouvrière des politiques de russification et le fait que la politique des nationalités de la bureaucratie est partie intégrante d'une politique socio-économique réactionnaire plus générale. Chornovil, récemment arrêté, exprimait les positions politiques de ce courant lorsqu'il écrivait : « Je déclare catégoriquement, contrairement à toutes les assertions illoquies émises à ce propos, que j'ai toujours fermement adhéré aux principes du socialisme et continue à le faire... Je ne peux imaginer un vrai socialisme sans libertés démocratiques, sans la plus grande autonomie économique et politique de tous les compartiments de l'organisme étatique y compris des plus petits, sans une réelle garantie — et pas seulement sur le papier — des droits de toutes les nations au sein d'un Etat multinational. » (3)

Le courant marxiste était cependant divisé sur la manière de parvenir à ses fins. Dzyuba, Chornovil et d'autres avaient tendance à agir individuellement et non en tant que groupe organisé. De plus, ils insistaient sur l'utilisation exclusive de moyens d'expression pacifiques et constitutionnels tels que les pétitions, les lettres ouvertes ou les protestations publiques. Mais l'année dernière, le KGB (police politique), entreprit des arrestations massives parmi ces groupes, si bien qu'actuellement, tous les indices amènent à penser qu'ils ont sérieusement réévalué leur stratégie.

L'« Union des travailleurs et des paysans » adopta une approche différente. Elle comprit que des tâches d'organisation s'imposaient à l'opposition et entreprit de construire un parti socialiste doté d'un programme, avec le dessein de diffuser une propagande révolutionnaire. Bien que la plate-forme de ce groupe ne soit jamais parvenue à l'Ouest, nous en avons une idée générale tirée des écrits de L. Lukyanenko, un ancien ouvrier et théoricien du Parti communiste, fondateur du groupe. Il écrivait « Ou'ayant étudié la réalité soviétique, il en était arrivé en 1960, à réviser le programme précédemment adopté et commençait à penser que ce n'était pas l'indépendance de l'Ukraine qui était nécessaire à l'amélioration de la vie des gens, mais la liquidation du bureaucratisme. » Le programme de l'Union comprenait un appel à l'abrogation des « Restrictions des droits des syndicats dont les leaders sont devenus les meilleurs instruments des directions d'entreprise, en violation avec la légalité soviétique. » à la liquidation « des méthodes bureaucratiques d'administration de l'économie nationale, à la complète démocratisation des députations d'ouvriers aux soviets » (4) et à l'amélioration radicale du sort de la paysannerie. Lukyanenko fut condamné à mort. Après de multiples protestations, sa peine fut commuée en un emprisonnement de 15 ans.

Au sein de l'Ukraine, existe aussi un très net mouvement nationaliste dont l'importance est plus marquée dans les régions ouest. Il ne s'agit pas d'un nationalisme bourgeois puisqu'il ne remet pas en question les relations de propriété établies par la Révolution d'Octobre, mais il est nationaliste en ce qu'il oppose le nationalisme ukrainien au nationalisme russe. Quelques nationalistes, imitant l'Armée Insurgée Ukrainienne (Ukrainian Insurgent Army) — groupe de partisans qui combattit à la fois l'armée allemande et l'armée Rouge —, organisèrent des partis de conspirateurs utilisant des méthodes clandestines de combat, entre autres le terrorisme. Une de ces organisations était le Comité national ukrainien, composé de 40 ouvriers de Lvov. Deux de ses membres furent exécutés pour de prétendus projets d'attaque terroriste.

INTELLECTUELS RUSSES DISSIDENTS

Le courant d'opposition qui a le plus attiré l'attention à l'Ouest est celui de l'intelligentsia russe dissidente. Les origines de cette dissidence remontent à 1956, au « discours secret » de Krouchtchev relatif à Staline. Les révélations de Krouchtchev étaient parties intégrantes d'une tentative de restaurer la confiance en la bureaucratie. A cet effet également, la direction krouchtchevienne du Parti toléra deux courtes périodes de contrôles relâchés sur la vie politique et culturelle de l'Union soviétique. Ce fut à cette époque que s'éleva la première des oppositions intellectuelles russes postérieures à Staline, l'opposition dite « culturelle ». « L'opposition culturelle » était un mouvement d'écrivains, d'artistes et de poètes qui réclamaient un dégel du climat culturel. Cette opposition ne remettait pas en question la bureaucratie en tant que telle et ne posait pas de façon claire les questions fondamentales des droits démocratiques.

« L'opposition culturelle » demandait que soit libéralisé le processus de création, que soit reconnu le droit de l'artiste de restituer la réalité en des termes authentiquement réalistes ; elle combattait la totale banalité de la culture soviétique officielle. Bien que les débats de cette période aient pu être centrés sur des sujets apparemment aussi inoffensifs que le « besoin d'une plus grande sincérité en littérature », il devint vite clair qu'accorder aux écrivains et aux poètes une liberté de critique dont ne jouissaient pas les citoyens et par-dessus tout les travailleurs, « c'était faire de la création un inévitable instrument de critique sociale. » En 1965, la bureaucratie revint avec acharnement sur ces concessions aux intellectuels. Elle réimposa une censure stricte et arrêta les écrivains qui insistaient encore sur la nécessité « d'une sincérité en littérature ». Le procès de Sinyavsky et de Daniel, deux écrivains qui, peut-être plus que tous les autres, en sont venus à symboliser les valeurs de la nouvelle opposition culturelle, mirent fin à cette période d'opposition et donnèrent naissance au « Mouvement démocratique » — un cortège d'individualités et de groupes qui commencèrent un combat en faveur des droits démocratiques.

12 millions de "Barbies"



totalib

On rêve autour, on l'use, on l'interpelle et le rudoie. C'est important un jouet. C'est un repère de l'enfance ; et aussi une initiation à la société adulte.

Cette dernière fonction crève les yeux. A parcourir le dédale d'un rayon de jouets, il apparaît même que l'initiation devient inculcation, embrigadement par le jouet : blocs électroménagers miniatures, trousse de couture (appelées « Comme maman » !), panoplies d'hotesse de l'air et d'infirmière, d'un côté ; panoplies de gendarme et de soldat, garages et voitures de toutes sortes, de l'autre.

Bien. Les adultes donnent aux enfants un microcosme de leur propre société, soit pour les préparer à l'accepter, soit pour régner eux-mêmes sur un monde miniaturisé dont l'original leur échappe ; l'histoire des messieurs sérieux jouant au train électrique n'est pas une blague de bandes dessinées. Les fabricants de jouets l'ont aussi compris. Certaines firmes ont ainsi constaté, dans leurs études de marché, qu'en matière de jeux de construction, la petite maison individuelle ou le chalet se vendent mieux que les grands immeubles. Non que les enfants soient spontanément attachés aux petits rideaux, au jardinet et à la cheminée qui fume. Simplement parce que les parents projettent sur les jouets de leur progéniture leur propre idéal pavillonnaire.

Ainsi, à travers le jouet, ce sont des adultes qui la plupart du temps s'adressent aux adultes acheteurs, par dessus la tête des enfants.

Le mécanisme, déjà clair, devient flagrant, grossier même, au rayon de jeux de société où s'enassent roulettes et monopolys. Parmi les nouveautés plus sophistiquées, deux jeux sur le thème des compétitions sportives (« Olympic 72 et « champions »), un tiercé miniature (« Ascott »), une série de jeux stratégiques... Et, au hasard de cet inventaire un jeu intitulé « Vente aux enchères », pour enfants à partir de 8 ans. La notice définit ainsi le but du jeu :

« Tirer de transactions sur les tableaux de maîtres le maximum de profit. Parmi d'authentiques chef-d'œuvres, quelques copies dont il faut se débarrasser astucieusement »

Ni plus, ni moins. Autrement dit, une école de filouterie et de spéculation, où le mot fétiche de profit est lâché.

A cette première fonction, de récupération et d'embrigadement de l'enfance, il faut en ajouter une autre, plus pernicieuse. Les enfants en bas âge des deux sexes partagent facilement les mêmes jeux et les mêmes jouets ; les prétextes à l'exploration imaginaire leur sont communs. Plus tard, au moment où l'école primaire sépare filles et garçons souvent mêlés par la maternelle, le jouet devient brutalement l'un des instruments de ségrégation sexuelle : au garçon le fusil, la panoplie de cosmonaute, les voiliers et les grands horizons... ; à la fille, la machine à coudre, la batterie de casseroles, la cuisine et la

poupée qui pleure et dit maman quand on lui prend sa sucette... Au garçon le bonhomme articulé « Big Jack », carré et musclé, avec ses tenues de pilote de course, de basketteur, de commando ; à la fille la poupée mannequin Barbie avec sa garde robe et ses faux cils.

En général les jouets oscillent entre l'infantilisation de l'enfance, adaptée à l'idée que s'en font les adultes, et une adaptation étreinte des enfants à la société qui les attend. La place laissée à leur propre imagination, à leur propre créativité est des plus réduites. Les sociologues ont souvent constaté que, plus les jouets étaient perfectionnés, fidèles à leur modèle, plus la désaffection est rapide : ils se prêtent trop peu au remodelage. Les constructions à partir de boîtes en carton ou d'éléments en plastique mobiles se prêtent beaucoup mieux au jeu que les maionnettes léchées avec des sapinettes autour. Les capsules de bouteilles bariolées sont propices à l'invention de jeux stratégiques multiples et changeants, mieux que les coffrets de jeux soigneusement codifiés.

Non seulement la plupart des jouets sont des prisons à rêves, mais dans certains cas, ils deviennent prétexte à transaction, comme les voitures d'occasion et les rasoirs usagés. Ainsi, la fameuse poupée Barbie, partie des USA, a conquis le monde : elle a été vendue à douze millions d'exemplaires sur tous les continents. Aux États-Unis, ses fabricants, Mattel Inc. lançant un nouveau modèle perfectionné ont, pour promouvoir les ventes, proposé la reprise des vieilles poupées en échange de nouvelles, moyennant monnaie bien sûr. C'en est fini de la longue complicité des enfants avec leurs jouets favoris.

Il faut ajouter à tout cela que les jouets constituent une fructueuse source de profits, présents et futurs pour ses fabricants. En plus du marché qu'ils représentent (un jeu de société coûte entre 50 et 120 francs ; une poupée plus de 50 francs, une voiture téléguidée 80 francs et bien au delà), ils créent des habitudes de consommation pour l'avenir. Ce n'est pas pour rien que certaines firmes fabriquent une version jouet de leurs produits, comme les fers à repasser Thomson, par exemple.

Certes, il existe une série de jeux socio-éducatifs dont l'intérêt peut se discuter. Mais il faut bien reconnaître qu'à ce jour, les parents « de gauche », « progressistes », y compris ceux du PCF dans le cadre de la coexistence pacifique, se manifestent surtout par la prohibition des jouets de guerre, des armes diverses. Autrement dit, en matière de jouets, dans le chapitre des idées reçues, progressisme s'identifie à pacifisme. Alors que la familiarisation avec des armes réduites, miniatures, ou imitation, est en général moins nocive que l'embrigadement organisé par l'univers du jouet conçu par les adultes à leur propre image, à l'image de leur société d'exploitation et d'oppression.

D.B.

Le traitement brutal de Sinyavsky et de Daniel, l'arrestation d'autres écrivains, força les écrivains à réaliser que la liberté artistique était impensable sans une liberté politique fondamentale. Quoi qu'il en soit, ce ne fut pas avant 1968, à commencer par les protestations qui s'élevèrent autour du procès de Guinsburg et Galanskov, que le « Mouvement démocratique » fit réellement surface. Avec le « Mouvement démocratique » apparut le « Samizdat » (littéralement « publication par soi-même ») et les écrits circulèrent de plus en plus dans « l'underground » russe.

LE « MOUVEMENT DÉMOCRATIQUE »

La campagne du Mouvement démocratique, pour les droits civils, est comprise par les « activistes » du mouvement comme une démocratisation de la société soviétique. Les exigences les plus fréquentes du mouvement sont : la fin des arrestations arbitraires par la police secrète, le strict respect de la Constitution soviétique, l'abrogation de la censure de la presse et la réhabilitation de tous les anciens internés dans les camps de concentration. Ce mouvement organisa également des démonstrations contre l'invasion soviétique de la Tchécoslovaquie. L'un de ses membres, Galanskov (qui mourut récemment dans de mystérieuses circonstances dans un camp de concentration), marcha sur l'ambassade américaine à Moscou, pour protester contre l'invasion de la République Dominicaine.

Politiquement, le Mouvement démocratique est assez divers. Il va des léninistes tels que Grigorenko, aux libéraux et droitiers tels que Sakharov. Ces diverses tendances ont cependant une position commune en ce qui concerne la Constitution soviétique ; elles soulignent l'importance de la loi en tant que mécanisme destiné à assurer le respect des droits civils. Mais le Mouvement démocratique est divisé sur la façon de revenir à la légalité socialiste.

Les libéraux, ordinairement des personnalités bien placées dans la société académique soviétique, essaient de convaincre la bureaucratie que, dans l'intérêt de sa propre conservation, elle doit reconnaître un certain nombre de droits civils. En hommes « modérés », les libéraux désirent une démocratisation, mais « sans causer d'agitation indue, ni de troubles dans les masses. » (5). S'ils devaient choisir entre les deux, il ne fait aucun doute qu'ils battraient rapidement en retraite pour rejoindre la bureaucratie.

Mais au sein du Mouvement démocratique, il existe également des « démocrates radicaux ». Les dissidents soviétiques de cette tendance les plus connus à l'Ouest sont des gens tels que Yakir, Bukovsky, Yakhimovich, Grigorenko ou Litvinov. Mobilisant l'opinion publique indépendamment de la bureaucratie, publiant des exemples de violation des droits civils, avec courage et sacrifice, ils ont obtenu un certain succès, en apportant quelques changements dans la conscience du public. Mais ces « démocrates radicaux », bien que prenant la parole sur la question des droits démocratiques, se sont peu exprimés à propos des droits économiques et sociaux de la masse des ouvriers et des paysans. Agissant en solitaires, ils n'avaient pas de stratégie pour amener la classe ouvrière à un combat pour les droits civils.

UN TOURNANT

Avec l'arrestation, l'année dernière d'un grand nombre de « démocrates radicaux », un courant plus politique est apparu, un courant qui reconnaît les limites de l'orientation légaliste et constitutionnelle du « Mouvement démocratique. »

Plusieurs dissidents sont parvenus à la conclusion qu'une analyse plus scientifique du système qu'ils veulent modifier est nécessaire. Ils commencent ainsi à comprendre la nécessité de développer de nouvelles formes d'organisation et même de construire des partis clandestins orientés vers la classe ouvrière.

Récemment, l'existence de quelques partis clandestins est parvenue à notre connaissance. Nous ne savons que peu de choses à leur propos, en raison du secret très strict qui entoure leurs activités. Nous avons, par exemple, appris leur existence par une ou deux phrases tirées de « La Chronique des événements actuels », après que des membres aient été arrêtés. Ils ne comptent souvent pas plus d'une douzaine de membres. fréquemment, la seule indication relative à leur orientation politique réside dans le nom qu'ils se sont choisis : tels que le « Parti socialiste russe » qui a fait circuler un tract à Léningrad, appelant les ouvriers à une grève générale, le « Parti des ouvriers non membres du Parti, luttant pour la restauration du socialisme », « L'Union démocratique des socialistes », « L'Union des Communistes », « Le Parti des jeunes ouvriers » et le « Parti des vrais communistes. »

Il est trop tôt pour fixer le rôle de ces groupes dans la révolution politique à venir. La crise économique en Union soviétique a certainement créé un climat social dans lequel des idées révolutionnaires peuvent trouver une prompt réponse dans la classe ouvrière. Craignant cette possibilité, la police secrète soviétique a intensifié ses efforts pour découvrir et détruire toute organisation naissante. Mais une forme clandestine d'organisation, opposée à celle des « protestations publiques » des activistes des droits civils, a permis à ces groupes d'exister dans certains cas pendant une période considérable, et d'acquiescer une expérience inestimable pour les combats futurs.

Le vaste réseau de littérature clandestine (les « Samizdat ») que la nouvelle opposition politique a favorisé – et dont on n'imagine pas combien elle « terrorise » les esprits du KGB – est peut-être aussi importante que l'existence des groupes précédemment cités. Aujourd'hui circulent en URSS des périodiques, des livres entiers, des essais historiques et philosophiques, des traductions et des pamphlets ayant trait aux problèmes stratégiques et tactiques que pose une opposition politique. Le « Samizdat » joue un rôle crucial dans le développement de la conscience politique. Il est devenu le facteur principal du développement des idées politiques.

La bureaucratie s'est rendue compte lentement de la menace que présentait le système des samizdat pour son hégémonie, en matière d'expression politique. Mais actuellement, elle a pris la décision de mettre fin, à tous prix, au « Samizdat ». Dans ce but, elle procéda à la vague d'arrestations de janvier 1972. Mais la production et la circulation de la littérature « samizdat » n'en n'ont pas moins continué. Elle continuera à permettre l'expression politique des forces qui se préparent de façon croissante à livrer bataille à la bureaucratie.

(1) - Ivan Dzyuba : « Internationalism or Russification ? » London 1970, pp. 135-36, 193

(2) - Le livre de Dzyuba : « Internationalism or Russification ? » paraîtra prochainement aux Editions « Rouge ».

(3) - « International Socialist review », sept. 72 pp. 41-42

(4) - ibid.

(5) - « Intercontinental Press » 4 déc. 72, p. 1354

ROUGE 3 FRANCS

■ A partir de la semaine prochaine, « Rouge » sera vendu 3 F. Au train où vont les prix, 3 F ça ne fait jamais que deux litres de super, un kilo de tomates ou presque quatre tickets de métro. On pourrait en rester là : l'inflation galope, tout augmente, pourquoi pas « Rouge ». Les frais d'impression, le prix du papier, le matériel, les photos, les frais de routage et de transport, les coûts salariaux, les prix grimpent, inutile de faire un long discours.

Le prix de vente de « Rouge » n'a pas varié depuis deux ans. « Rouge » sur 20 pages, parfois 24, à 2 F, était vendu au-dessous du prix de revient.

L'ensemble de la presse connaît des difficultés financières. Aucun journal n'a échappé ces dernières semaines à des augmentations inévitables. « L'Express » et le « Nouvel Observateur » à 4 F, « Le Monde » à

90 centimes. La presse d'organisation n'échappe pas à la règle. « L'Unité » est passé à 3 F. La presse militante qui n'a pas de support publicitaire connaît des difficultés encore plus grandes.

Et pourtant, la vente de « Rouge » ne cesse d'augmenter. Chaque semaine, de 19 à 20.000 exemplaires sont diffusés (7.000 NMPP, 5.000 vente militante Paris, 6.000 vente militante province, 2.000 abonnements et vente en librairie).

On peut donc estimer à environ 50.000 le nombre de lecteurs de « Rouge ». 50.000 c'est peu dans la jungle de la presse aux ordres, mais c'est déjà énorme et donne la mesure de nos responsabilités.

Pour répondre à cet accroissement de l'audience « Rouge » doit s'améliorer. Un meilleur journal, plus complet, plus lisible, plus vivant, c'est possible. Il faut plus de temps, plus

de moyens, plus d'argent. Mais d'ores et déjà, une nouvelle formule de « Rouge » est un objectif.

Ainsi sera pleinement justifiée l'augmentation qui aujourd'hui s'impose.

« Rouge » ce n'est pas un comité de rédaction isolé, travaillant à bureaux fermés. « Rouge » ce sont des centaines de correspondants dans les quartiers, les usines, les facultés. « Rouge » ce sont des milliers de diffuseurs bénévoles sur les marchés à la porte des entreprises. Entre « Rouge » et ses diffuseurs, le dialogue doit être permanent. Le comité de rédaction invite donc tous les **DIFFUSEURS** intéressés qui ont des idées à venir discuter le samedi 12 janvier à 14 h, impasse Guéménée.

SOUSCRIPTION

Solde antérieur	5403,33
Paris 16	350,00
Paris 16	620,00
Paris 16	400,00
Paris 14 15	2500,00
Paris 12	60,00
Paris 9	263,00
Paris 8	670,00
Paris 4	550,00
Lille	161,00
Lille	96,00
Anti-Norm	5,00
Anonyme	10,00
O.P. Paris	20,00
S.H. Epinay	70,00
S.R. Abjat	100,00
J.L.E. Clermont-Ferrand	500,00
P.C. Lisieux	50,00
A.M.B. Issy-les-Moulineaux	100,00
P.J. Toulouse	20,00
A.D.	10,00
Italie, anonyme	20,00
Anonyme Chalons s/Saône	10,00
Miriam et Didier Paris	40,00
R.O. Aix en Provence	50,00
B. Reims	30,00
C.L. Pau	100,00
F.M. Versailles	10,00
TOTAL	12218,33

paris P. CHENOT
CCP 4501/42
souscription rouge



FAIRE ECHEC A MARCELLIN